



HAL
open science

Lorsque l'usine rencontre la ville : une cohabitation insoluble au Pont-de-Claix ?

Mathurin Schneider

► **To cite this version:**

Mathurin Schneider. Lorsque l'usine rencontre la ville : une cohabitation insoluble au Pont-de-Claix ?. Architecture, aménagement de l'espace. 2022. dumas-03677929

HAL Id: dumas-03677929

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03677929>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Nous sommes dans les Alpes, au Pont de Claix, petite commune au Sud de la métropole Grenobloise. Sur ce site stratégique, loin du front, est venue s'implanter une usine chimique pendant la première guerre mondiale pour répondre à un besoin grandissant de chlore, de soude et d'hydrogène.

100 ans plus tard, ce ne sont plus des gaz de combats qui sont fabriqués ici, mais l'usine est toujours là, ayant réussi à réadapter sa production à des temps plus paisibles. Entre temps, les champs autour se sont fortement urbanisés, dans une vallée contrainte par les massifs montagneux alentours. L'usine est proche de ses riverains et la présence continue du risque chimique marque ce territoire de tensions.

Qu'ils soient urbains, paysagers, politiques ou humains, ce sont ces conflits que j'ai souhaité explorer, sur ce site en transition, marqué par son histoire et par les personnes qui y ont vécu et travaillé.

Lorsque l'usine rencontre la ville : Une cohabitation insoluble au Pont de Claix ?

Mathurin Schneider - Janvier 2022



Je remercie

Laurent Davisme et Amélie Nicolas, pour leurs conseils avisés et leur bienveillance,

Laure Guépin, Patrick Pouchot et Julien Drogo, pour les riches entretiens qu'ils ont pu m'accorder,

Nicolas, pour nos discussions quotidiennes fructueuses,

mes parents, pour leur précieux soutien,

et Salomon, pour sa compagnie le temps d'une balade autour de l'usine ...

J'arrive à Nantes en 2018. À une petite douzaine d'heures en bus de chez moi, je découvre cette nouvelle ville, à travers l'architecture et les quelques cours à l'Ensa auxquels je me suis inscrit un peu naïvement. J'y prends goût. Parcourant ses rues à vélo, j'apprends à regarder la ville, apprécier ses ambiances, comprendre ses aspérités.

Lorsque je rentre à Grenoble, je redécouvre ce que je ne voyais pas avant, avec la furieuse sensation de n'y avoir vécu qu'à moitié, peut-être absorbé par l'euphorie des cours de prépa. Lorsque j'entame ce mémoire en septembre 2020, c'est au Pont de Claix que je veux me replonger, cette petite commune située en banlieue sud grenobloise, enclavée entre les massifs du Vercors et de Belledonne, et dans laquelle je vis depuis une petite dizaine d'années.

Au Pont de Claix il y a cette usine, chimique. Je la vois depuis la fenêtre de ma chambre. Je l'ai longtemps observée, sans trop m'en préoccuper. J'y ai même un peu travaillé...

Sommaire

Introduction	7
Première partie : Une usine au Pont de Claix : Histoire d'un paysage singulier	11
Immersion aux abords d'un site chimique Une balade au Pont de Claix ...	12
« Une verrue dans la ville » ? Lieux de controverse spatiale	28
Histoire du Pont de Claix Les origines d'une cohabitation difficile	42
Deuxième Partie : Le risque chimique : Réactif limitant d'un renouvellement urbain	53
Un territoire à risque Une ville trop proche de l'usine, ou une usine trop proche de la ville ?	54
Concilier risque et développement urbain Des intentions discordantes	60
Le Plan de Prévention des Risques Technologiques Vers de nouvelles perspectives de développement	62

**Troisième partie : Vivre et travailler au Pont de Claix : Une
cohabitation sociale ?** 69

Vivre avec le risque 70
La posture du Riverain

Traverser la frontière de l'usine 76
La découverte d'un monde inconnu

L'usine et la ville, lieux de vie des Pontois 82
Une coexistence d'abord humaine

Conclusion 88

Bibliographie 90



ECOLE NATIONALE D'ARTS ET METIERS
MUSEE DE LA VILLE DE PARIS

COM

Introduction

Depuis 2015, un festival d'art urbain se déroule dans Grenoble et son agglomération : Le Street Art Fest Grenoble-Alpes. Chaque année, un peu à la manière du voyage à Nantes, des artistes nationaux et internationaux s'expriment en investissant les plus grandes façades publiques et privées de l'agglomération Grenobloise au cours du mois de juin. En 2018 l'édition annuelle a atteint le Pont de Claix, ville située en banlieue sud de Grenoble, où trois fresques ont été réalisées dans le centre-ville. L'une d'entre elles est imaginée par l'artiste anonyme Goin.

Réalisé la nuit du samedi 23 Juin 2018, ce pochoir géant intitulé « Toxic Wedding » représente des mariés, équipés tous les deux de masques à gaz : lui tient un flacon « Bayer » et elle, un flacon « Monsanto » ainsi qu'un bouquet de fleurs fanées. La référence à la fusion entre les deux géants de l'agrochimie survenue au début ce mois de juin 2018 n'est pas anodine. Cette fresque morbide se situe sur une façade de la place du 8 Mai 1945 au coeur du centre-ville, à quelques mètres seulement de l'entrée Sud de la plateforme chimique du Pont de Claix. D'une hauteur d'environ 6 mètres, ce message engagé s'impose à la fois aux habitants du Pont de Claix mais aussi à tous les employés de l'usine puisqu'il se situe sur l'unique rue accédant à la plateforme par le Sud. Cette oeuvre a été réalisée de façon libre, selon la mairie pour une « intervention surprise ». Quelle fut alors la surprise des riverains le dimanche 24 au matin ? Qu'en est-il de celle des employés le lundi en allant au travail ?

Très vite, la brutalité et l'engagement de la fresque de Goin suscitent la controverse auprès des habitants. Le message est clair, très actuel. Il interroge la place de l'industrie dans le

monde d'aujourd'hui et de demain, qu'elle soit agroalimentaire, pétrochimique ou nucléaire. L'impact plastique de cette fresque sur le caractère du centre-ville est fort. Outre l'interrogation sur la pertinence du message, cet art froid, morbide, brutal s'impose à l'habitant riverain dès qu'il sort de chez lui. Le pochoir rappelle en permanence la présence de l'usine, ce qui accentue peut-être sa proximité. Le paysage urbain est affecté, ce qui rend le message plus percutant certes, mais cela coûte à certains une perte de confort dans leur relation à l'espace public.

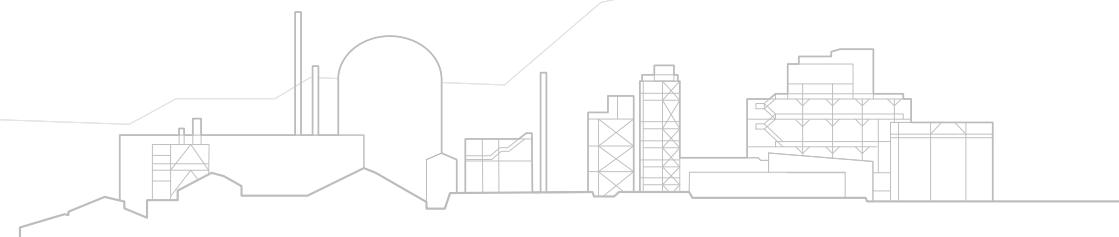
D'une façon tristement impudente, cette fresque met en évidence les conflits qui marquent la commune et ses habitants. Séparés par une étroite interface, deux univers discordants s'opposent brutalement. Il y a l'usine qui fabrique des produits chimiques dont on ne connaît pas le nom, équipée de cheminées aux dimensions inhumaines et de machines qui grondent de jour comme de nuit. Il y a le Pont de Claix, modeste commune de l'agglomération grenobloise accueillant quelque 10 000 habitants. Dans un contexte montagneux exigü, l'aire urbaine s'étend en longueur sur les deux kilomètres de l'usine, ce qui favorise une proximité continue entre ces deux espaces en tension. Comment peuvent alors cohabiter ces deux univers a priori inconciliables ? Pour lire ce territoire, c'est d'abord son histoire qu'il faut interroger. Comment en est-on arrivé là, à cette « verrue dans la ville » comme la décrit Julien, salarié de la plateforme ? L'usine n'est pas arrivée ici par hasard, la ville non plus d'ailleurs, et leurs morphologies étroitement liées dessinent des lieux de conflits certains, qu'il faut comprendre en retraçant l'histoire du site.

Il faut aussi appréhender ses acteurs, comprendre leurs motivations et leur interactions mutuelles. Parmi ces personnes qui ont vécu et transformé ce territoire, j'ai pu en rencontrer certaines au cours de cette année et demie de travail. A travers des échanges avec l'industriel ainsi qu'avec le bureau d'urbanisme de la commune j'ai pu me confronter aux conflits géopolitiques

qui marquent le territoire et dont les enjeux sortent parfois du périmètre du Pont de Claix. Habitant de la commune depuis bientôt 10 ans, j'ai aussi côtoyé les riverains de l'usine, appréhendé leur quotidien et leurs rapports avec ce site chimique à une échelle plus humaine. J'ai enfin pu discuter avec un employé de l'usine qui, au cours d'une discussion profondément sincère, m'a raconté son expérience de l'usine, sur ce qu'il se passe de l'autre de cette longue et étroite enceinte barbelée.

Au sein cette joyeuse réunion d'acteurs qui ont vécu, travaillé et interagi sur ce territoire, je pourrai aussi parler de mes propres observations. J'ai vécu sur le cours Jean Jaurès, à quelques mètres de l'enceinte de l'usine. J'ai aussi travaillé sur cette plateforme chimique, et côtoyé ses employés au cours d'intenses et longues journées d'été. Intimement lié à ce site, j'aimerais donc parler dans ce mémoire de ma propre expérience, celle d'un riverain, celle d'un employé de l'usine, et celle d'un étudiant qui explore ce territoire de tensions.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS





Première partie

Une usine au Pont de Claix
Histoire d'un paysage singulier

Immersion aux abords d'un site chimique

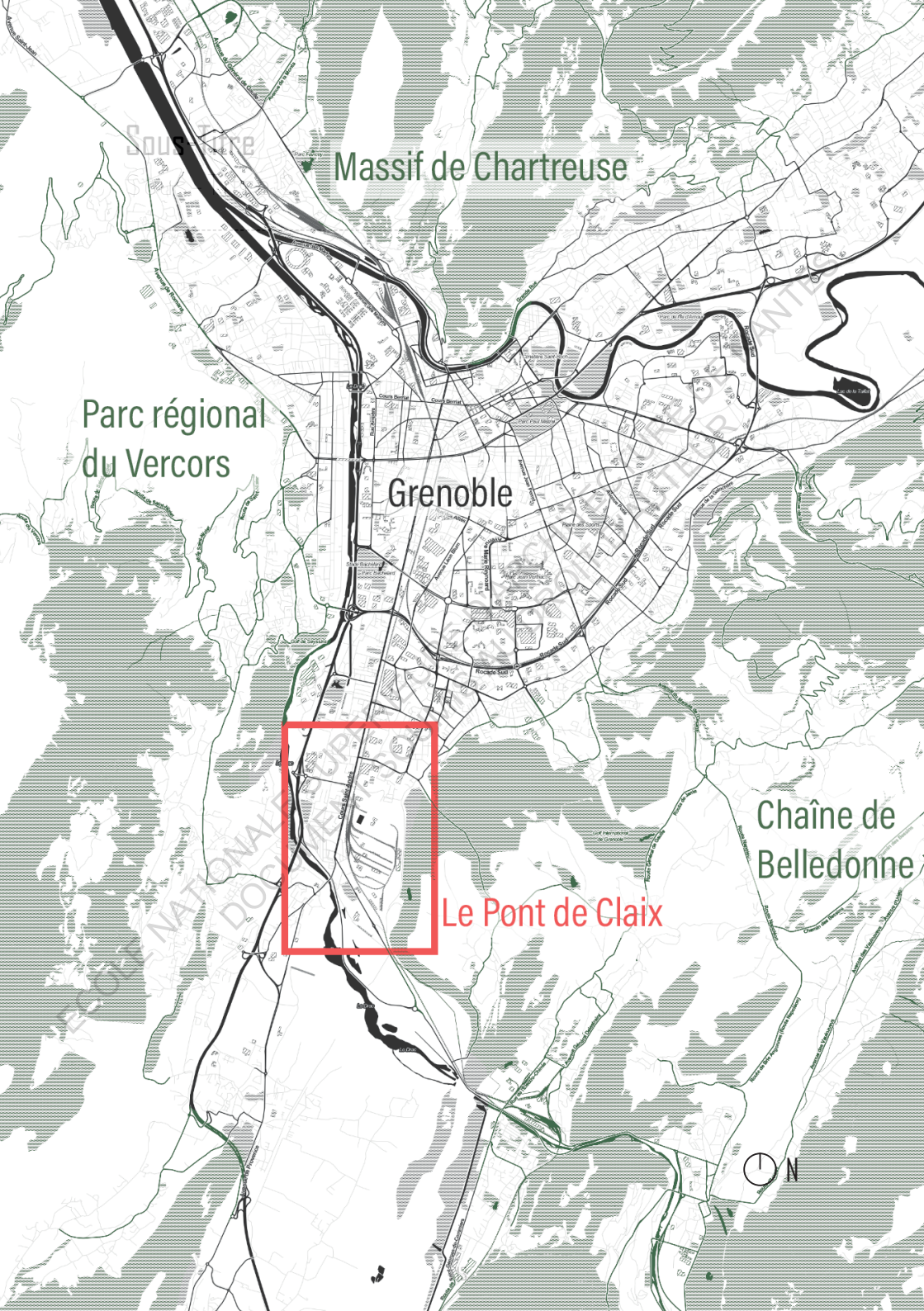
Un balade au Pont de Claix ...

Jeudi 29 octobre 2020

Quelques heures seulement avant le début du second confinement, je donne rendez-vous à Salomon, expert en photographie, pour effectuer une promenade autour de l'usine du Pont de Claix. Profitant des belles couleurs d'une matinée d'automne, notre objectif est de parcourir la périphérie du site à la recherche de pensées et de pistes d'étude.

10h18

Nous nous retrouvons aux abords du cours Saint-André. Longue de 8 kilomètres, cette artère verticale relie la commune de Grenoble à ses voisines au Sud, Echirolles puis Le Pont-de-Claix, et se prolonge pour atteindre successivement les municipalités de Claix, Varcis, et enfin Vif, dernier bastion de la métropole avant de rejoindre le Trièves et les alpes du Sud. Plus loin vers l'Ouest, s'écoule le Drac, affluent de l'Isère longé par l'A48, autoroute qui traverse Grenoble du Nord vers le Sud. Articulée autour de cet axe structurant, la morphologie allongée du Pont de Claix obéit aux contraintes topologiques de la vallée. A l'Est, la chaîne de Belledonne surplombe la métropole et offre un paysage de haute montagne, enneigé de novembre à mai et caractérisé par une roche grise. A l'Ouest et au Nord, s'élèvent des massifs de moyenne montagne : le Vercors et la Chartreuse ; où une roche calcaire plus claire se confond avec une forêt dense dessinant des paysages dont les couleurs varient au fil des saisons. La plateforme chimique s'inscrit donc dans un tissu urbain allongé qui témoigne d'une expansion métropolitaine contrainte par un contexte montagneux singulier.



Sous-Tire

Massif de Chartreuse

Parc régional
du Vercors

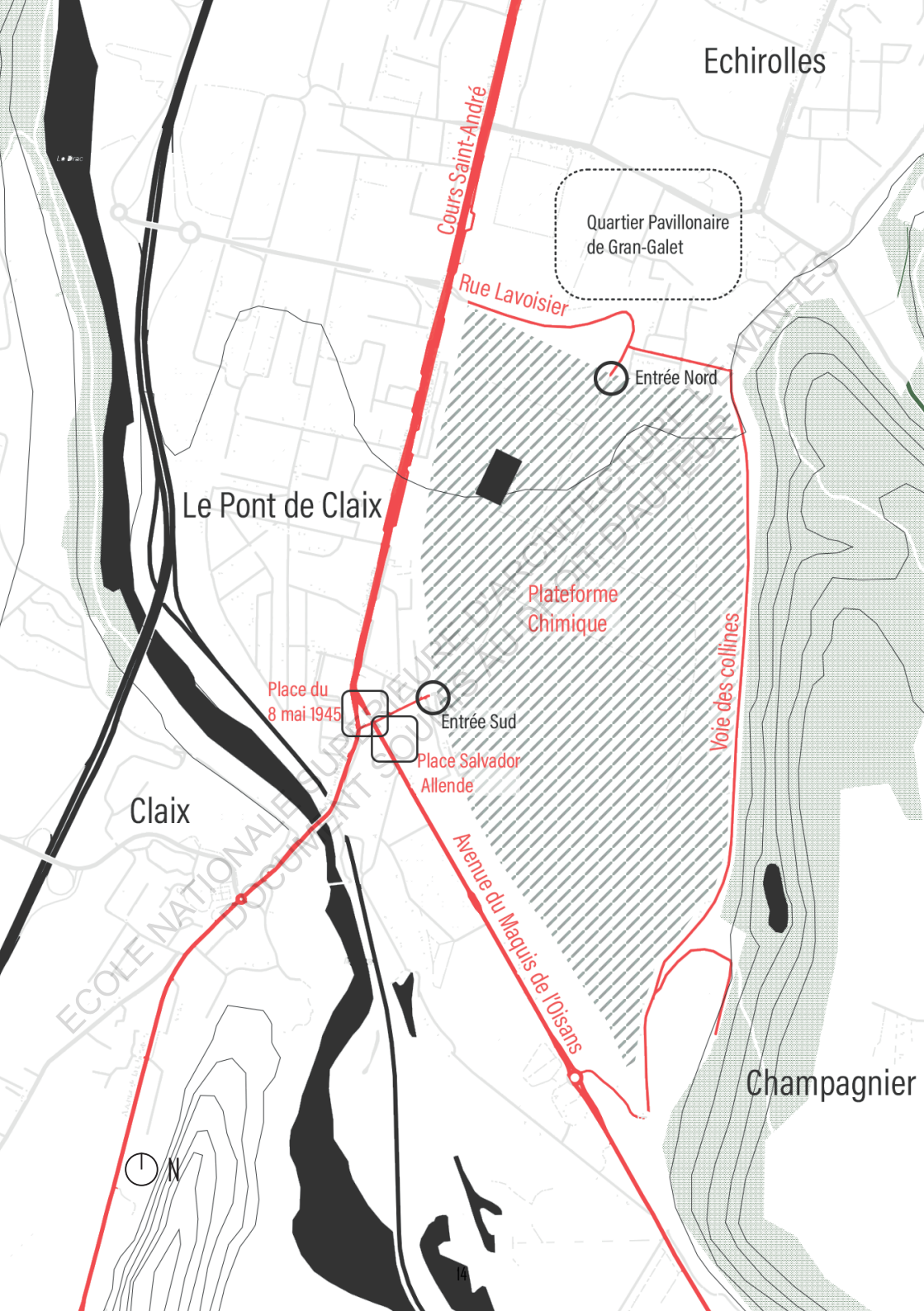
Grenoble

Chaîne de
Belledonne



Le Pont de Claix





Echirolles

Quartier Pavillonnaire
de Gran-Galet

Cours Saint-André

Rue Lavoisier

Entree Nord

Le Pont de Claix

Plateforme
Chimique

Place du
8 mai 1945

Entree Sud

Place Salvador
Allende

Voie des collines

Claix

Avenue du Marquis de l'Osans

Champagnier



10h27

Nous empruntons la rue Lavoisier, qui relie les extrémités Est et Ouest de la commune et permet d'accéder au site depuis l'autoroute et le cours St André. La route est bruyante, empruntée par les nombreux camions qui desservent la plateforme: site de convergence de flux d'échelle probablement internationale au vu de l'immatriculation des véhicules que nous croisons. Les premières constructions de l'usine apparaissent au loin, derrière l'enceinte barbelée qui longe la rue.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

10h32

Nous arrivons devant l'entrée principale au nord du site. La route atteint le poste de garde, qui peine à se dévoiler dans une végétation haute et dense, peut-être un peu délaissée. Orchestrant les entrées et sorties des véhicules dans l'usine, les grandes barrières de l'enceinte se lèvent et se rabaissent en continu, sous le contrôle attentif des agents de sécurité. De larges panneaux bariolés d'informations sur les dangers du site marquent un décor presque militaire.

Certaines photos prises au travers des mailles de l'enceinte dévoilent une zone non bâtie d'épaisseur variable en périphérie des ateliers. La présence de cette interface, qui met à distance la plateforme des riverains, témoigne-t-elle d'un enjeu de sécurité vis-à-vis de l'usine ? Est-elle simplement ici pour assurer un confort visuel pour le riverain ? Derrière nous, à quelques mètres, s'étend le quartier pavillonnaire de Grand Galet.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



10h32 - Rue Lavoisier

10h 32 - Entrée Nord





10h51 - Stockage de Soude

10h 51 - Voie des Colinnes



10h51

Après avoir atteint l'extrémité Est de l'usine nous empruntons la voie de collines, vers le Sud. Longue de deux kilomètres, cet axe constitue une étroite interface entre l'enceinte du parc Industriel et les premiers reliefs qui longent la commune à l'Est. Il en résulte un lieu particulier, enclavé entre les ateliers de l'usine et une forêt dont la densité et la pente en font un espace imperméable. Les vitesses importantes des véhicules, et l'absence de trottoirs en font une zone d'autant plus désagréable à parcourir à pied. Sur les hauteurs de cette colline se situe la commune de Champagnier, indirectement riveraine aussi de l'usine.

A l'intérieur de l'usine, se succèdent des typologies de construction variées : volumes de stockages pleins et circulaires, structures légères en acier soutenant de hautes cheminées et autres entrepôts plus conventionnels faits de toits à double pente et murs en parpaings apparents. On ne voit personne. Il en résulte une perception d'un lieu déserté, parsemés d'entrepôts abandonnés et de cuves de stockage qui ne requièrent pas de présence humaine. Les végétations grimpantes s'emparent des grilles de l'enceinte, participant au dessin d'un paysage mélancolique, au sein duquel l'activité humaine autrefois présente semble s'être évaporée. Je me demande dans quelle mesure un piéton peut être amené à passer par ici, et depuis quand cela n'était pas arrivé ? Peut-être en 1995, lorsque Regis PISCAT¹, également étudiant de l'Ensa Nantes rédigeait son mémoire sur la multi exposition en environnement industriel chimique. Peut-être a-t-il eu la chance à l'époque de croiser des piétons le long de la voie des collines ?

1 PISCAT Regis THIBAUD J.-P. (dir), *Multi-exposition en environnement industriel chimique*, Nantes, Ecole d'architecture de Nantes, 1995

IIh06

Au fil de notre avancée, les bruits de l'usine s'accroissent. Nous arrivons dans une zone où les unités chimiques sont proches de la périphérie du site, ce qui nous permet de prendre des photos plus immersives. Nous sommes assez proches pour observer de près ces constructions métalliques légères qui structurent et organisent un système complexe de tuyauteries. Un esthétisme particulier se dégage de ces volumes complexes, inquiétants qui s'élèvent dans un paysage montagneux et vaporeux. Au premier plan, une fresque abstraite colorée, tente alors peut-être d'apporter une quiétude à ce lieu. Pourtant ici, elles participent plutôt à l'étrange ambiance qui habite cet espace...

IIh11

Nous venons de traverser le tronçon de l'enceinte le plus bruyant de l'usine. Un son puissant et continu émane d'une construction large et dense. A l'écart, un haut pylône électrique s'élève seul dans le paysage. Il s'agit de la centrale thermique de l'usine. Récupérant les excédents de vapeur des autres unités, elle approvisionne en électricité la plateforme ainsi que la Métropole Grenobloise puisque connectée à un réseau de chaleur urbain. Particulièrement éloignée des premiers riverains, le choix de localisation de cette unité n'est probablement pas anodin. En cas de vents verticaux (les plus fréquents sur le site), il arrive pourtant que la gêne sonore atteigne les premières habitations riveraines.



11h06 - Ateliers Soude

11h11 - Centrale thermique





11h44 - Maki Park

10h 54 - Eglise Saint-Etienne



11h32

Après avoir atteint l'extrémité Sud de l'usine, nous rejoignons l'avenue du Maquis de l'Oisans. Au sud, cet axe se connecte à la Nationale 85 qui dessert les municipalités de Jarrie et Vizille. Un autre site industriel est implanté au sein de ces communes, faisant de ce territoire Sud-métropolitain l'un des plus grands parcs industriels chimiques français.

11h44

Nous retrouvons un tissu urbain lâche et morcelé entre terrains vagues et des typologies d'habitat disparates. L'avenue est longée par des maison individuelles et mitoyennes d'époques variées, dont les hauteurs s'accroissent à mesure que nous nous rapprochons du centre-bourg. Nous passons devant des projets de densification urbaine en cours, qui témoignent probablement d'une volonté de développement de la commune : le Maki Park, prochaine « zone d'activité économique » dont les travaux n'ont pas encore commencé, laissant à voir un drôle de terrain vague à travers lequel on peut apercevoir au loin les premiers bâtiments de l'usine.



12h00

L'avenue débouche sur les places Salvador Allende et du 8 Mai 1945 qui constituent le coeur du centre-bourg. Inaugurée en 2018, la rénovation de ces places s'inscrit dans un projet de piétonisation du centre, et intègre les voies « Express » du nouveau réseau cyclable métropolitain. Situées dans le prolongement bidirectionnel du cours Saint-André, elle fait le lien entre trois axes de mobilités principaux qui connectent la Métropole au nord, la vallée de la Gresse au Sud, et les vallées de la Romanche et de l'Oisans au sud-est. En arrière-plan, s'élève fièrement la fresque de Goin qui marque les scènes de vie pontoises depuis maintenant deux ans. Au fond de la rue de Stalingrad, dont l'une des façades accueille ce « mariage toxique », se situe l'entrée de l'usine. Celle-ci semble presque s'intégrer dans la continuité de la rue, on est loin de l'imaginaire militaire perçu plus tôt près l'entrée Nord.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR DE NANTES



12h00 - Place Salvador Allende

12h01 - Rue de Stalingrad





12h07 - Cours Saint-André

16h57 - Vue depuis la cuisine



12h07

Nous remontons le cours Saint-André pour achever notre balade et rejoindre le lieu de rendez-vous de ce matin. Peu à peu, les maisons individuelles laissent apparaître de grands ensembles sociaux qui longent le cours, véritable colonne vertébrale autour de laquelle s'est dessiné le tissu urbain du Pont de Claix. A l'est, l'enceinte de l'usine ne se situe qu'à quelques mètres de nous, séparée par une fine bande bâtie puis par la voie ferrée qui traverse verticalement la commune.

16h57

Cette fine épaisseur construite, qui longe le cours à perte de vue prend le rôle d'une frontière visuelle avec l'usine. Parcourant le cours, on oublie la proximité de l'usine. On oublie presque ce qui se passe derrière cette interface, parsemée de commerces, maisons individuelles et immeubles, comme si la ville s'était renfermée sur elle-même pour se protéger d'un monde dangereux, laid, bruyant que l'on ne connaît pas et que l'on ne veut pas voir.

Riverain direct de l'usine, j'habite au sixième étage de l'un de ces immeubles, et ce qu'il y a derrière je le vois quotidiennement. Depuis la fenêtre de notre cuisine, nous avons sûrement même la plus belle vue sur l'usine. Derrière s'élèvent fièrement les sommets enneigés de Belledonne.

« Une verrue dans la ville » ?

Lieux de controverse spatiale

« Cette petite usine un peu moche »

« Un espace clôt et hermétique vécu comme un lieu de coupure »

« Une verrue dans la ville »

Parmi les nombreuses qualifications de l'usine que j'ai pu écouter au cours de mes rencontres, celle qui m'a le plus marqué est probablement « la verrue dans la ville ». La plateforme chimique perçue comme une entité venant enlaidir profondément l'urbanité du Pont-de-Claix, commune alors condamnée à cohabiter avec cette excroissance hideuse, repoussante que l'on tente désespérément de cacher.

Le tissu urbain du Pont de Claix semble alors se renfermer sur lui-même, à travers cette façade bâtie qui longe le cours Saint-André et dissimule la plateforme. On peut traverser le Pont de Claix sans vraiment se rendre compte que l'usine est là, observant alors une modeste commune dont les aménagements récents du centre-bourg présentent un espace public agréable. Pourtant, si on est attentif, des porosités sont observables, au détour d'une façade par exemple, laissant apparaître les ateliers de la plateforme. L'univers de l'usine s'immisce alors dans les lieux de vie des habitants, où une proximité violente vient altérer leur rapport à l'espace public.

Parmi ces espaces de vie contrariés par la présence de l'usine, certains se démarquent, révélant alors des lieux exposés aux conflits spatiaux qui affectent la commune du Pont de Claix.

Le parc Simone Lagrange Se réappropriar les abords de l'usine ?

D'une surface d'un hectare et demi, le Parc Simone Lagrange constitue l'un des plus grands espaces verts de la commune. Il s'inscrit dans le plan de la zone d'aménagement concertée des Minotiers, projet en cours qui se veut renforcer les liens entre la frange Nord de la commune avec la métropole. Le parc relie l'extrémité Sud de la Zac avec la rue Lavoisier, évoquée précédemment car connectée à l'entrée nord de la plateforme.

Livré en 2019, ce projet tire son originalité par l'esthétisme particulier de son mobilier peint en rouge. Il est traversé par des allées praticables à pied et à vélo, bordées par des coffrages de pierres et reliées par de petites passerelles en bois. Une zone de jeux pour enfant et un skate-park en ont fait un espace public rapidement approprié par les habitants, transformant alors le caractère désuet de ce lieu probablement jusqu'alors perçu comme trop proche de l'usine. Marquée par sa proximité visuelle avec les premières constructions industrielles, une drôle de scène est alors perçue, lorsque dans le prolongement du skate-park, s'élève la mystérieuse et majestueuse « bulle » de l'atelier HDI 1 de la plateforme. Manifestement, cela ne semble pas déranger les plus jeunes riverains de l'usine...





URE D'ARCHITECTURE DE NANTES
MIS AU DROIT D'AUTOUR

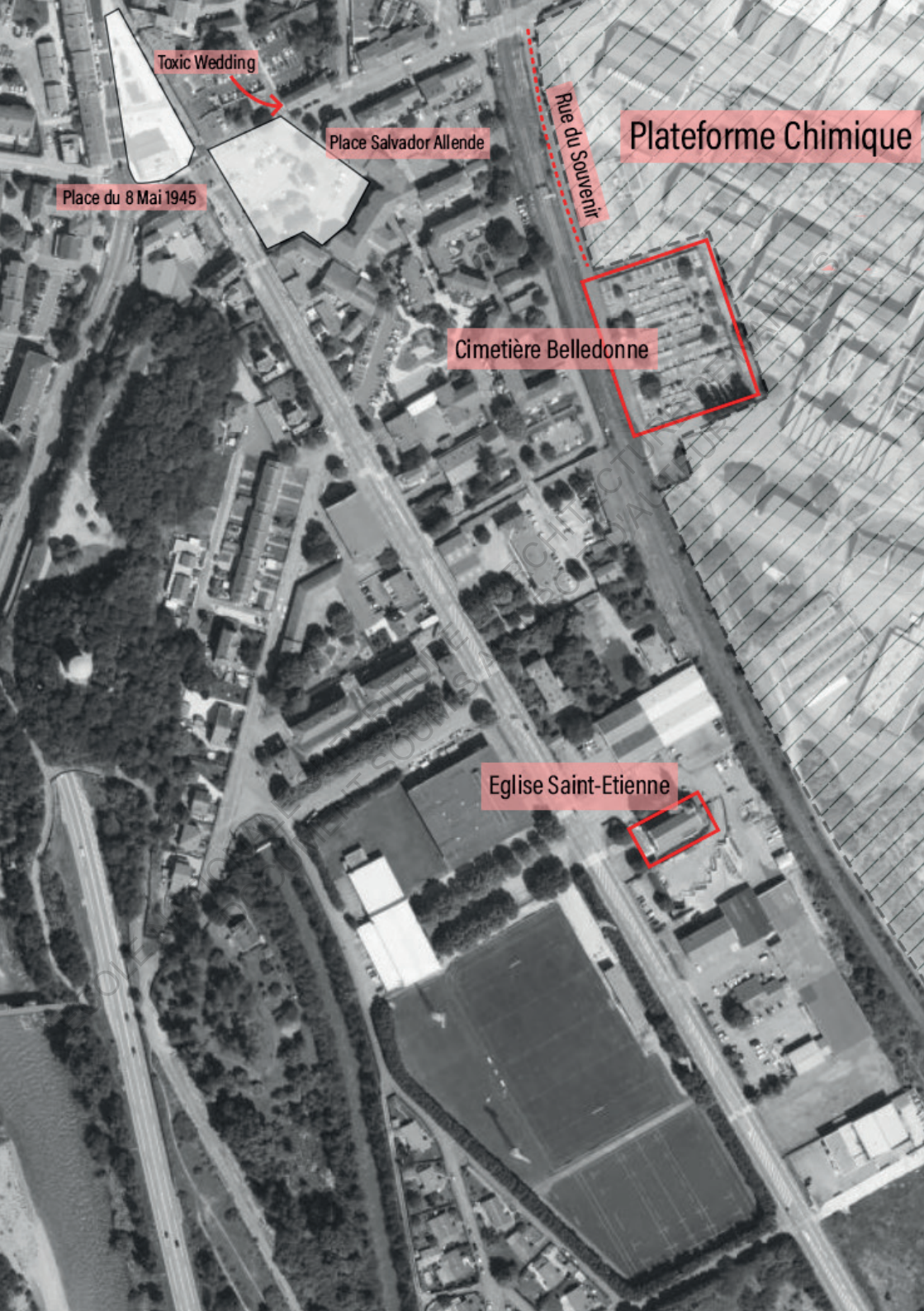
L'église Saint-Etienne Le déclin d'un lieu de culte ?

L'Eglise Saint-Etienne est l'une des premières constructions qui s'est élevée dans le paysage Pontois. A la suite d'une forte croissance démographique de la commune, liée à l'industrie de papeterie qui s'installe aux abords du Drac au début du siècle, elle est érigée en 1864.

Après avoir longtemps constitué un lieu de vie et de rencontre pour les habitants du Pont de Claix, elle est désacralisée en 2005 d'un commun accord entre la commune et le diocèse de Grenoble. Aujourd'hui, elle n'accueille plus le culte, et n'ouvre ses portes qu'occasionnellement pour héberger un festival d'art qui se déroule chaque été depuis une dizaine d'années.

Il est difficile de s'avancer sur les origines de ce déclin, probablement lié à la fois à des mouvances politiques et démographiques qui marquent la commune au cours du XXème siècle et la fermeture des papeteries dans les années 2000. Entre temps, la plateforme chimique est apparue, s'immisçant le long de la frange Est du centre-bourg. Les premiers ateliers de l'usine se sont implantés à quelques dizaines de mètres du clocher, séparés par une fine voie ferrée et par l'enceinte de la déchèterie communale. Il en résulte aujourd'hui un lieu communautaire oublié, délaissé au fil du temps par les habitants et bousculé par l'apparition d'une industrie chimique...





Toxic Wedding

Place Salvador Allende

Plateforme Chimique

Rue du Souvenir

Place du 8 Mai 1945

Cimetière Belledonne

Eglise Saint-Etienne

Le cimetière du Pont de Claix Lorsque l'usine entre dans la ville...

Le cimetière de Belledonne s'inscrit dans cet espace exigu qui sépare l'église Saint-Etienne et l'enceinte du site chimique. D'une superficie de 5000 m², il constitue le plus ancien des deux cimetières de la commune. Sa construction est liée au développement des papeteries Pontoises au cours du XIX^e siècle.

Il est desservi par la rue du Souvenir, petite impasse qui longe l'enceinte de l'usine et que l'on atteint en passant devant l'entrée sud de l'usine après avoir traversé la rue de Stalingrad puis la voie ferrée. De l'autre côté de l'enceinte, se dressent les premiers ateliers de l'usine, si proches de la rue que l'on peut parfois surprendre des conversations. Bordé par un parc électrique, le cimetière est séparé de la rue par un long mur de pierre dont la hauteur obstrue la vue. On y accède alors par un grand portail métallique ouvert pendant la journée. L'intérieur de ce lieu de recueil se dévoile alors brutalement...

Derrière ces quelques tombes qui occupent l'espace, un atelier de l'usine s'élève et affecte violemment l'atmosphère de ce lieu. Majestueux, hideux ? On le savait proche pourtant, mais peut-être pas dans cette mesure. La frontière entre l'usine et la ville ne se perçoit plus, comme si cette structure métallique légère, typique d'une industrie pétrochimique, avait poussé juste là entre deux tombes du cimetière de Belledonne au coeur même du centre historique de la commune.





L'univers discordant de l'usine Un imaginaire poétique ?

Au détour d'une façade, en bordure de cimetière ou dans le prolongement paysager d'un parc public, il arrive que l'univers de l'usine s'immisce dans l'espace habité heurtant alors les scènes des vies pontoises. Pourtant, il serait présomptueux de soutenir que cet univers est impartialement laid.

Inscrite dans un paysage montagneux singulier, une certaine poésie de l'usine se dégage des constructions industrielles. La diversité des structures, des volumes, des épaisseurs et des hauteurs dessine un environnement complexe aux ambiances multiples. Les émergences sonores et olfactives du site chimique, et son incidence visuelle dans le paysage, suggèrent un esthétisme du mystère associé au danger. L'usine est vivante, elle respire et vibre au rythme de ses machines. La nuit, de multiples néons illuminent les structures métalliques, tubulures, plateformes et échafaudages. De hautes cheminées se dessinent à l'horizon, d'où s'échappent de majestueux panaches de fumée qui se dispersent dans la pénombre. Un univers presque fictionnel se révèle. C'est ce que réussit à immortaliser Bernard Ciancia dans le reportage *cœur d'ouvrier*, exposé au musée dauphinois en décembre 2011. Au cours de ce travail photographique qui se veut retranscrire une mémoire ouvrière Iséroise, Bernard Ciancia s'est arrêté au Pont de Claix pour capturer ces lieux de travail singuliers et mystérieux dans lesquels oeuvrent des hommes et des femmes en bleus de travail...

Doit-on alors parler de « verrue dans la ville » ? L'origine de ce que l'on peut identifier comme un conflit spatial au Pont de Claix n'est peut-être pas une laideur intrinsèque de l'univers industriel, mais plutôt son impossible et inéluctable coexistence avec l'urbain. Deux univers humains et discordants cohabitent sur un même territoire exigu. Comment en est-on alors arrivé à un tel

constat, à cette proximité si forte de l'usine qu'elle affecte le caractère urbain du Point de Claix ?

« L'atelier, la nuit, a des allures de vaisseau spatial. Les tuyauteries, les éclairages, les fuites des purgeurs vapeur... On se croirait dans un décor hollywoodien. Derrière le moindre pilier de béton, derrière les murs de tuyauteries, on pourrait à tout moment croiser Terminator ou Alien. »

Jean Pierre Levaray, *Putain d'usine*, 2008

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Coeurs d'ouvriers
Bernard Ciancia
2011



Histoire du Pont de Claix

Les origines d'une cohabitation difficile

Pour comprendre les conflits spatiaux mis en jeu par cette cohabitation entre la ville et l'usine, c'est d'abord l'histoire du Pont de Claix qu'il faut interroger. Ces deux entités mouvantes dans le temps, ont connu des développements parallèles, mutuellement liés et obéissant chacun à des évolutions politiques et géographiques du territoire.

Le Pont de Claix doit son nom au pont Lesdiguières. Cet ouvrage qui traverse le Drac est réalisé par le duc de Lesdiguières au cours du XVII^e siècle dans le cadre d'un vaste projet de modernisation de la région grenobloise. Cité parmi les sept merveilles du Dauphiné pour son architecture remarquable, il est aujourd'hui classé monument historique, et devenu l'un des symboles de la commune.

Les premières habitations du Pont de Claix naissent lorsque la riche famille Breton décide de s'installer aux abords du Pont pour y implanter une industrie de papeterie. Lorsque la commune est créée en 1873, Le Pont de Claix n'est qu'un hameau d'un millier d'habitants étroitement lié au développement de cette nouvelle activité. Quelques années après la construction de l'Eglise Saint-Etienne, la gare du Pont de Claix est érigée en 1876 par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. Le paysage évolue, et la commune s'ouvre peu à peu sur le territoire à travers cette nouvelle ligne ferroviaire.

L'usine chimique apparaît dans le paysage pontois pendant la première guerre mondiale. L'objectif est de produire du chlore et de la soude destinés au développement de gaz de combat, jusqu'ici seulement utilisés par les Allemands. Le choix d'implanter

un tel site industriel au Pont de Claix n'est pas anodin. Située loin du front, la commune est connectée à la vallée de la Romanche, territoire connu pour ses nombreuses centrales électriques qui exploitent la « Houille Blanche » - Energie propre provenant des chutes d'eau. Le site dispose également d'une Gare ferroviaire, et une main d'oeuvre locale constituée d'agriculteurs à la recherche de revenus complémentaires. Ayant débuté en septembre 1915 la construction de l'usine « Chlore Liquide » s'achève en juin 1916.

Les premiers bâtiments de l'usine, dont l'emprise ne constitue qu'une petite partie du site actuel, sont édifiés à l'écart du bourg. Ils accueillent les ateliers d'électrolyse au sein desquels sont produits chlore, soude et hydrogène à partir de sels marins. A la différence de constructions industrielles plus récentes que l'on peut observer sur le site, les halles de production et entrepôts de stockage de l'époque présentent une typologie architecturale plus classique, faite de murs plein en pierre et de toits à double pente. Pour les charpentes, le bois est souvent privilégié à l'acier pour sa résistance au sel. L'usine compte alors 350 employés et s'étend sur 18 hectares.

En 1923, la production de gaz de combat n'est plus une nécessité et l'usine est rachetée par l'entreprise Progil qui amorce la diversification des productions. La population de la commune connaît une légère croissance liée au développement de la plateforme qui investit dans une politique de logements pour fidéliser ses salariés. L'entreprise acquiert certains terrains à bâtir sur lesquels seront construites des habitations pour les ouvriers et cadres de l'usine. Ces architectures de l'époque, depuis rachetées par des particuliers, marquent aujourd'hui le caractère de la périphérie urbanisée du site.



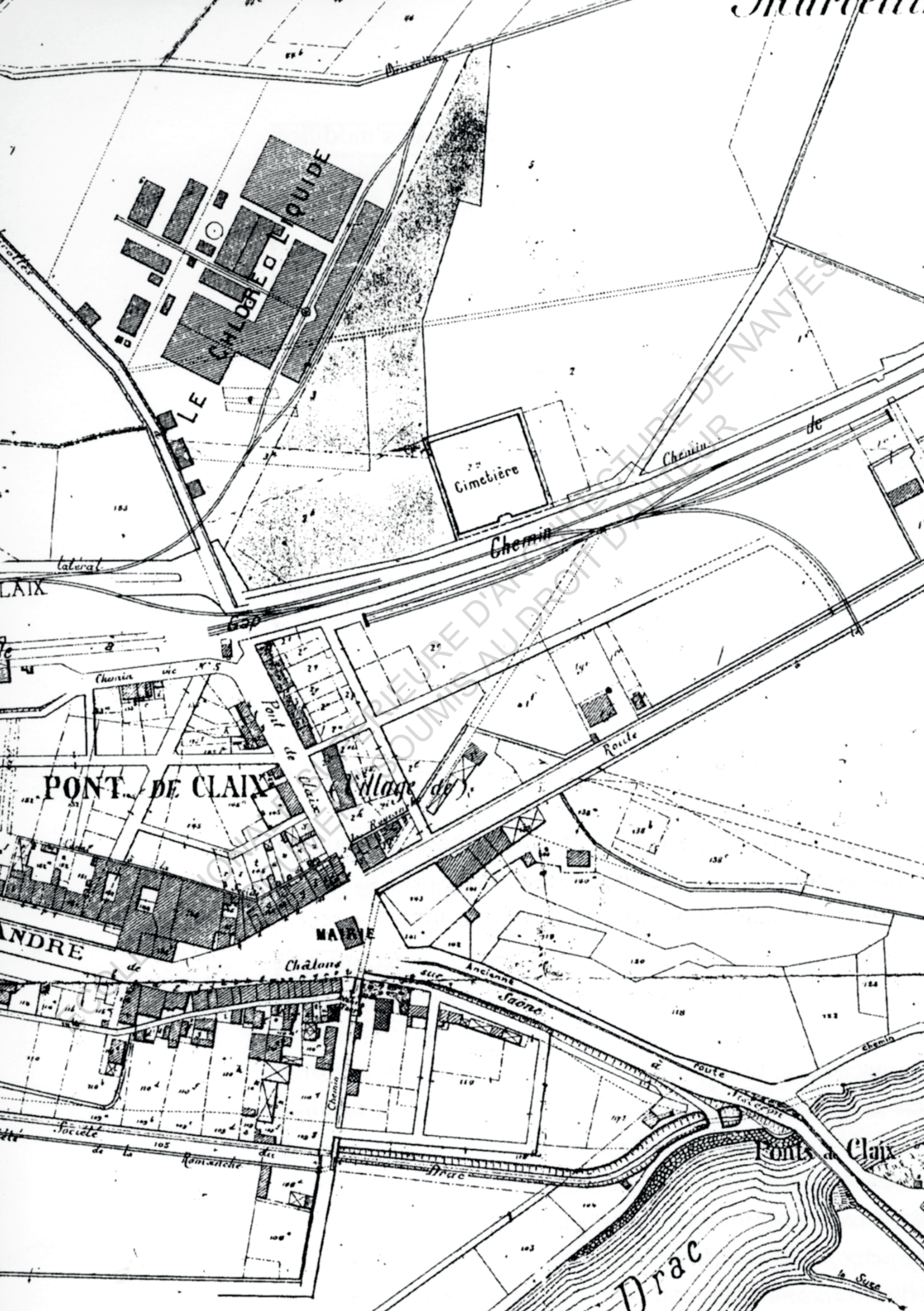
L'usine et la ville - Années 1920

Derrière les premières constructions de l'usine, la commune du Pont de Claix
En arrière plan, le Vercors et le pic Saint-Michel - 1996m



Plan cadastral du centre-bourg - Années 1920

Chlore-Liquide, première des nombreuses entreprises que va accueillir la plateforme, est alors séparée de la commune et du cimetière par des champs



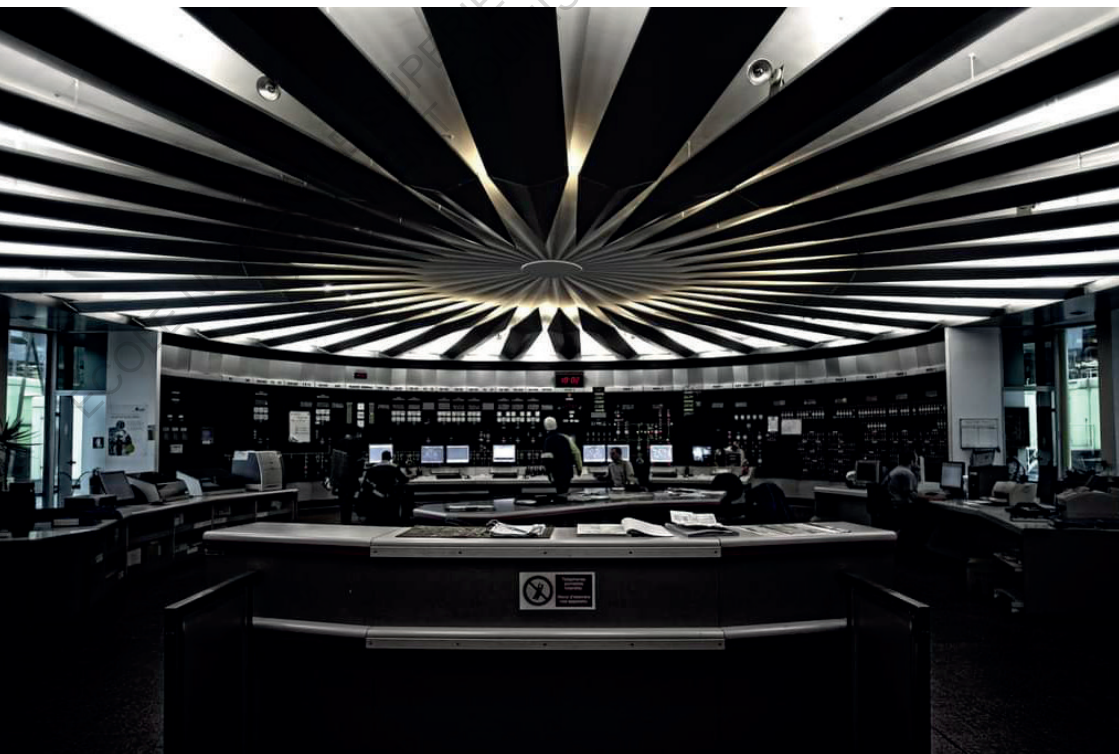
A partir des années 50, le développement de la production de chlore, et l'implantation d'une activité pétrochimique amorcent une forte expansion industrielle de l'usine. De nouvelles unités font leur apparition dans le paysage, transformant le caractère du site dont la superficie et le nombre de salariés augmentent sensiblement. La pierre et le bois laissent la place au béton et à l'acier, l'usine se transforme au rythme des avancées technologiques. Pour répondre aux besoins électriques des nouveaux ateliers, la direction de l'usine entreprend la construction de la centrale d'électricité et de vapeur qui est opérationnelle en 1970. Sa nouvelle salle de contrôle, dont l'esthétique intérieure semble tout droit sortir d'un décor de Star Wars, s'inscrit dans un esprit de modernité, associé à des innovations technologiques majeures, qui caractérise cette période de croissance de la plateforme.

En parallèle, profitant de ce développement industriel et de l'expansion urbaine de la métropole grenobloise, la commune du Pont de Claix connaît une forte augmentation démographique. De nouveaux quartiers apparaissent dessinant un tissu disparate fait de grands ensembles sociaux et lotissements pavillonnaires organisés autour du cours Saint-André. Investissant peu à peu les vastes champs qui occupaient le territoire jusqu'ici, les mondes de l'usine et de la ville se rapprochent. Le cimetière de Belledonne se retrouve progressivement enclavé au cœur du site industriel dont la morphologie se transforme. Les cheminées sont de plus en plus hautes, les ateliers sont de plus en plus performants et complexes, et le caractère familial qui autrefois habitait le site a laissé la place à une activité ambitieuse et compétitive qui accueille plus de 2500 salariés en 1975.

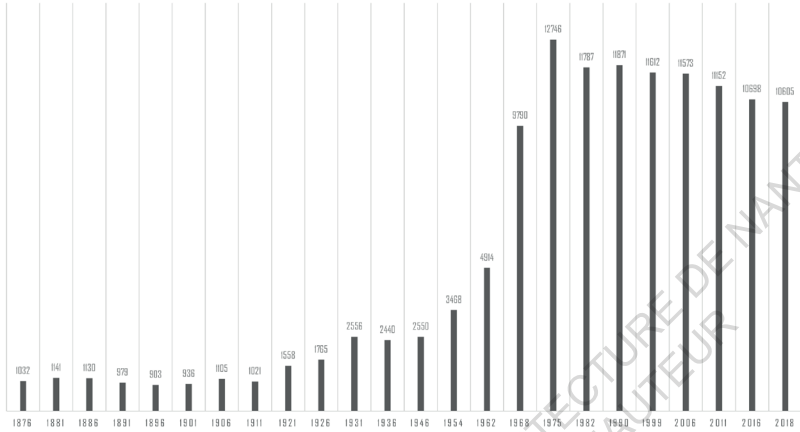


La ville et l'usine - années 90

Salle de contrôle de la centrale électrique



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DU PONT DE CLAIX



Construction de la première «bulle» du Pont de Claix - 1988



Les deux chocs pétroliers des années 70 marquent la fin de cette période de progression économique. Fortement ralentie, l'activité pétrochimique est suspendue par la direction de la plateforme qui fait le choix d'investir davantage dans la chimie du chlore et du phosgène. Certains ateliers sont démantelés, remplacés par de nouvelles unités plus performantes et plus adaptées à l'évolution des normes de sécurité et des exigences environnementales de plus en plus strictes. En 1988, la première des deux « bulles » de l'usine est érigée, accueillant l'unité de phosgénation. D'une hauteur de 25 mètres, cet atelier utilisant du phosgène sous haute pression est protégé d'une enceinte en acier étanche conçue pour résister aux séismes et limiter considérablement les fuites de gaz. A la pointe de la technologie dans ce domaine, cette installation est l'une des premières dans le monde à être construite. En 2001, sa soeur jumelle est érigée à son tour. Comme deux symboles d'un site à la pointe de l'industrie chimique, ces deux volumes abstraits marquent le paysage. Architectures remarquables ou monstres industriels, ce sont bien ces « bulles » que l'on aperçoit en premier lorsque l'on s'élève vers les sommets environnants...

Ainsi, l'usine et la ville ont connu deux évolutions parallèles, étroitement liées, qui résultent des mouvances démographiques et économiques de la métropole grenobloise au cours du XX^{ème} siècle. Au sein d'un territoire exigu, ces deux univers discordants se sont inévitablement rapprochés, conduisant alors à l'émergence de lieux de conflits spatiaux qui aujourd'hui affectent profondément le paysage singulier du Pont de Claix.

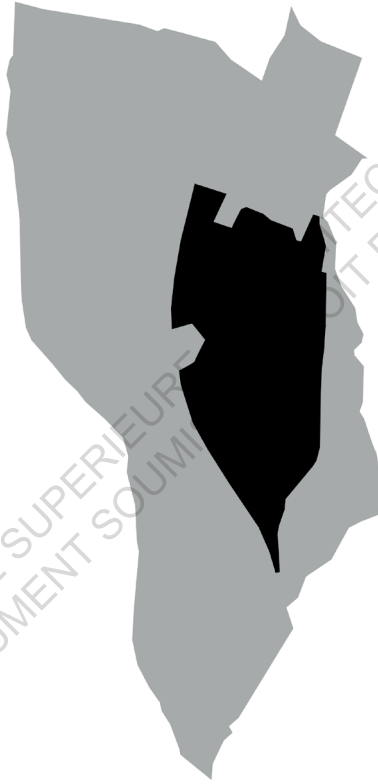


MAISON SUPER
D'ARCHITECTURE DE NANTES
D'AUTEUR



SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS A DROIT D'AUTEUR



Deuxième partie

Le risque chimique :
Réactif limitant d'un renouvellement urbain

Un territoire à risques

Un ville trop proche de l'usine, ou une usine trop proche de la ville ?

CATASTROPHE DE TOULOUSE ON POUVAIT L'EVITER

La catastrophe de Toulouse nous choque : ce sont nos collègues, nos copains, nos camarades qui en ont été victimes, et beaucoup ont laissé leur vie au travail.

Cette catastrophe laisse des familles entières dans la peine : familles des salariés, familles populaires, car ce sont toujours elles qui habitent près des zones à risques. Nous ressentons aujourd'hui un sentiment partagé entre la douleur et la colère. De la douleur parce que nos copains sont tombés mais aussi de la colère car nous sommes certains que cela aurait pu être évité.

Ce n'est certainement pas l'accident du site de Toulouse qui nous apprend que nos usines sont dangereuses, nous en sommes toutes et tous conscients. La réalité nous la dénonçons à longueur d'années dans nos tracts, dans les réunions officielles :

[...]

Nous refusons le faux choix entre l'emploi et la sécurité car des copains sont morts et les autres n'ont plus d'usine.

Autre point qui alimente la colère : les usines dans les centres-villes, ou plutôt les centres-villes autour des

usines. Qui autorise les constructions si proches des usines à risques ?

Qui a autorisé la construction des cinémas, du centre commercial et bientôt du lotissement si proche de notre usine ?

Qui est irresponsable ?

PLUS JAMAIS CA !

Tous les moyens doivent être mis en oeuvre afin que toutes et tous puissent vivre et travailler en toute sécurité.

La sécurité dans nos usines, dans toutes les usines, ne doit pas avoir de prix.

[...]

Le 24 septembre 2001, CGT - G.P - Rouen

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Jean Pierre LEVARAY, syndicaliste CGT, militant libertaire, écrit le roman « Putain d'usine » en 2002¹. Quelques mois après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, il décrit dans ce récit autobiographique le quotidien d'une classe ouvrière travaillant dans une usine pétrochimique de la région de Rouen. Dans les annexes de l'ouvrage, apparaissent des extraits de tracts syndicaux rédigés à l'époque par l'auteur. Ci-dessus, un extrait rédigé quelques jours après l'accident de Toulouse, évènement qui à l'échelle du territoire, affectera profondément les populations liées à ce type d'installation industrielle à risque.

Outre le discours antipatronal tacite, qui ici n'est pas le sujet, l'auteur dénonce la gestion de ce territoire et remet en cause la proximité étroite et non maîtrisée entre une usine à risque et sa population riveraine. L'explosion de l'installation industrielle chimique d'AZF déplore en effet 31 morts dont 9 à l'extérieur du site, des centaines de blessés et l'effondrement de constructions externes proches de l'épicentre. Qui est alors responsable ? L'industriel peut-il avoir développé une activité industrielle en étant conscient du potentiel danger engendré sur les populations riveraines ? Ou plutôt, ignorant l'activité à risque, la commune s'est-elle étendue trop près de l'usine ?

Les sociétés modernes exposées au risque

Le risque est une notion délicate qu'il est important de bien définir pour appréhender les politiques publiques de prévention des risques. On peut l'apprécier comme « l'éventualité d'un événement futur, incertain ou d'un terme indéterminé, ne dépendant pas exclusivement de la volonté des parties et pouvant causer la perte d'un objet ou tout autre dommage ». Le risque est associé à la notion d'aléa et d'incertitude. Il réfère à la probabilité d'occurrence d'un événement dangereux. Il se distingue ainsi de la notion de danger qui est la cause brute d'un dommage.

1 LEVARAY Jean Pierre, *Putain d'usine*, Paris, L'insomniaque, 2002

L'explosion d'un site industriel est un danger, puisqu'elle constitue la cause de dégâts humains, environnementaux et matériels. Le risque caractérise une probabilité d'occurrence de cette explosion qui n'est pas exclusivement dépendante de l'action humaine. C'est donc d'abord un terme technique, qui apparaît en France en même temps que la théorie mathématique des probabilités, à travers laquelle des modèles scientifiques d'analyse de risque ont été développés et sont aujourd'hui employés communément dans le domaine industriel.

Il faut comprendre cette notion à travers son évolution temporelle dans le paysage industriel de nos sociétés. Les deux derniers siècles ont été marqués par le progrès technologique, qui, à travers le développement des industries, a permis une croissance économique certaine. En parallèle, à travers les catastrophes industrielles majeures qui ont marqué le XX^{ème} siècle, la notion de progrès a peu à peu été associée à la génération de menaces, de dangers et d'atteinte à la sécurité et à l'environnement, principes que l'on peut associer à cette définition du risque. Dans les sociétés modernes, la gestion du risque apparaît au cœur d'enjeux politiques et économiques, au sein desquels on constate une rupture de confiance dans la science, devenue incertaine dans la mesure où le risque n'est pas exclusivement maîtrisé par les hommes².

L'identification de ces nouveaux risques, tristement éveillée par les accidents industriels majeurs, conduit à l'élaboration d'une réflexion commune sur la prévention des risques et sur la protection des territoires exposés. A la suite de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Sommet de Rio, 1992) de nombreux pays instaurent une culture de la prévention dans leurs institutions et adoptent « le principe de précaution ». Cette disposition affirme que « l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances

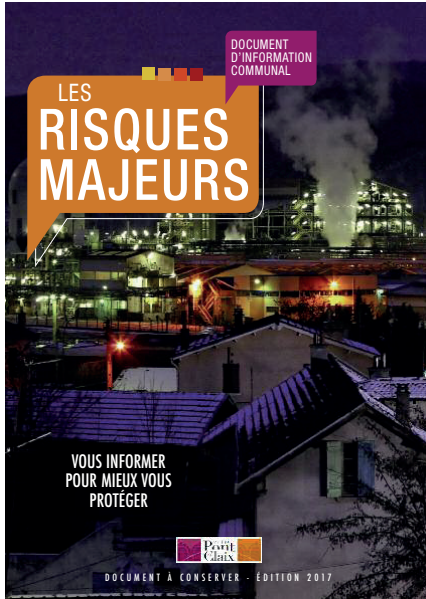
2 Beck, Ulrich : *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champ Flammarion, 2001.

scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable». Autrement dit, en l'absence de certitudes scientifiques vis-à-vis d'un territoire exposé au risque, il serait impératif d'établir une législation extrêmement précautionneuse qui envisage le pire.

La plateforme du Pont de Claix, site classé Seveso

Au Pont de Claix, la présence d'un tel site industriel, classé Seveso « seuil haut » suscite les mêmes interrogations. La directive Seveso est le nom générique d'une série de lois européennes qui imposent aux États membres d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs, appelés « sites Seveso », et d'y maintenir un haut niveau de prévention. Datée de 1982, cette directive fait suite à la catastrophe sanitaire de la ville de Seveso (Italie) au cours de laquelle une fuite de produits chimiques a entraîné l'intoxication d'une partie de la population. Elle s'inscrit ainsi dans cette introspection préventive qui semble se caractériser par une progression continue, au gré des progrès techniques, des catastrophes industrielles et des évolutions législatives.

Il est alors pertinent d'interroger la gestion d'un tel territoire à risque, qu'il faut considérer au regard des évolutions législatives qui ont suivi les catastrophes industrielles de Seveso et d'AZF. Pour approfondir ce questionnement, j'ai rencontré des acteurs locaux : Laure, chargée de projet à la direction de l'aménagement urbain du Pont de Claix et Patrick, responsable communication de la plateforme. A travers mes entretiens, j'ai pu appréhender les enjeux politiques et techniques de cette cohabitation et identifier les interactions entre les acteurs de ce territoire de tension dont les responsabilités et les ambitions entrent parfois en compétition.



Extrait du DICRIM du Pont de Claix

Réédité en 2019, le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) du Pont de Claix est diffusé à l'ensemble de la population. Il décrit l'ensemble des risques auxquels la commune est exposée, qui d'ailleurs ne se restreignent pas qu'au risque toxique : Le Pont de Claix est aussi exposé au risque de rupture de l'un des six barrages situés en amont la commune. Ce document indique les comportements à suivre selon l'accident et la manière dont est prévenue la population.



Pont de Claix et Jarrie ont sur leur territoire plusieurs établissements classés SEVESO seuil haut. L'activité de la plate-forme chimique de Pont de Claix se divise en plusieurs branches : la production de chlore, la chimie des iso-cyanates (polyuréthanes) et les services industriels. L'activité de la plate-forme chimique de Jarrie est spécialisée dans la fabrication de produits oxygénés, du chlore et de ses dérivés.

Quels sont les risques ?

- **Toxiques** (émission de gaz)
- Les autres risques ont été considérablement réduits à la suite de travaux importants sur la plate-forme

Quelles sont les conséquences ?

Chacun des risques a des effets différents sur les hommes, les biens et l'environnement (brûlure, projections, pollutions...) suivant la proximité du risque et le temps d'exposition.

10 bons réflexes

Dès l'audition du signal d'alerte >



- **Mettez-vous à l'abri** : dans le bâtiment le plus proche. Confinez-vous dans la pièce opposée à l'accident.



- **Fermez portes et fenêtres** : obstruez toute ouverture à l'aide d'adhésif et de linge humide afin de limiter les pénétrations de gaz toxiques. Éteindre la VMC si possible.



- **Écoutez la radio** : (*France Inter 89.9 ou 99.4, France Info 105.1 et France Bleu 98.2 ou 102.8*) et les hauts-parleurs portés par des véhicules de la plate-forme, des consignes vous seront données.



- **N'allez pas chercher vos enfants à l'école** : les enseignants, les Atsems et les animateurs les mettront en sécurité, ils connaissent les consignes.



- **Ne téléphonez pas** : laissez les lignes à la disposition des secours. **Privilégiez les SMS.**



- **Ne fumez pas** : afin d'éviter toute flamme ou étincelle pouvant provoquer une explosion.

Concilier risque et développement urbain

Des intentions discordantes

D'un point de vue urbain, la plateforme chimique est perçue par la commune comme une contrainte pour se développer. Vécu comme un espace clos hermétique, le site monopolise un tiers de la superficie totale de la commune. Tandis qu'à une époque, l'entreprise de la plateforme participait au développement urbain du Pont de Claix en investissant dans des plans de logements pour accueillir ses salariés, elle constitue plutôt un frein à l'élaboration de projets portés par la commune au cours des dernières décennies.

A la suite des catastrophes chimiques de Seveso (Italie, 1976) et de Bhopal (Inde, 1984) où la fuite d'un isocyanate, de la même famille que les produits manipulés au Pont de Claix, entraîne la mort de près de 4000 personnes, une certaine crainte émerge vis-à-vis des de projets de densification urbaine. La commune veut se renouveler et réhabiliter ses plus anciennes habitations pour continuer à faire vivre son centre-bourg. Mais elle fait face à un manque d'instructions réglementaires concrètes, qui rend alors tout projet de renouvellement difficile voire impossible en raison de réticences législatives encore trop peu détaillées vis-à-vis du risque toxique. On reconnaît ici le principe de précaution: dans le doute, on ne construit pas.

Au cours de cette période sensible de flottement législatif, vécue par la commune comme une situation immuable paralysant toute ambition de développement urbain, vont émerger des conflits d'intérêts opposant la municipalité à l'industriel. De son côté l'usine veut limiter l'urbanisation à proximité du site pour protéger son activité en réduisant les risques et nuisances sur les riverains. L'entreprise rachète un certain nombre de

terrains dans le centre-bourg et sur les collines de Champagner, sites particulièrement exposés, qui aujourd'hui seraient peut-être urbanisés sans cet investissement. Ces parcelles périphériques de la plateforme, convoitées et contestées par les deux antagonistes, deviennent progressivement un sujet de tension.

Les échanges de plus en plus difficiles compromettent la collaboration entre l'usine et la ville, qui semble pourtant essentielle dans la gestion d'un territoire soumis au risque industriel. Animés par une réglementation encore inadaptée au Pont de Claix car probablement trop large, l'ambiguïté et le doute s'immiscent dans une gestion du territoire partagée au sein de laquelle une vérité commune ne subsiste plus. C'est peut-être ici qu'une autre forme de danger réside. Lorsque le dialogue est rompu, que chacun avance dans son univers, de part et d'autre de l'enceinte de l'usine, lorsque l'incertitude plane et nous laisse avancer vers la catastrophe, brutale, spontanée, létale.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques

Des perspectives de développement nouvelles ?

L'accident d'AZF

Un stock de 300 tonnes de nitrate d'ammonium explose dans une usine de production d'engrais située dans l'aire urbaine de Toulouse. Perçu à plus de 75 kilomètres de son épicentre, le séisme provoqué par l'explosion entraîne des conséquences désastreuses. Le bilan est violent. Parmi les 31 décès, 21 personnes travaillaient sur le site, les 10 autres étaient à l'extérieur. Des centaines de personnes sont blessées gravement, des milliers sont hospitalisées. Un cratère de 50m de diamètre apparaît à la place du dépôt chimique, presque 80 hectares de l'usine sont dévastés. A l'extérieur du site, près de 25 000 logements sont endommagés et plus d'un million de familles doivent être relogées. Plusieurs tonnes de produits chimiques se déversent dans la Garonne entraînant la perturbation des écosystèmes.

Comme après celle de Seveso en 1976, La catastrophe d'AZF, accident mondial historique, affecte violemment le paysage industriel français au début des années 2000. L'existence de ces sites à risques situés à proximité d'aires urbanisées soulèvent à nouveau des interrogations législatives. Pouvait-on éviter l'accident ? Pouvait-on limiter ses conséquences ? Sur qui repose la faute ? La ville ou l'usine ?

Loi risque et PPRT

Ces réflexions conduisent à la publication de la loi « risques » le 30 juillet 2003. Plus souvent appelée loi « PPRT » ou loi « Bachelot » (ministre de l'écologie et du développement

durable à l'époque), cette réglementation renforce des actions préventives pour réduire les conséquences d'un risque technologique majeur - événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des répercussions immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement. Un outil de maîtrise de l'urbanisation est prévu : le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), qui est imposé aux territoires où sont implantées des installations industrielles classées Seveso « seuil haut ».

20 ans de concertation publique

Au Pont de Claix, le processus débute en 2005. Au cours de ce long projet qui conduit à la publication du PPRT en juin 2018, plusieurs intervenants collaborent. La première étape constitue l'étude des dangers, qui correspond à déterminer le niveau de sécurité de l'usine vis-à-vis du risque. Cette opération est réalisée par l'industriel, qui est amené à suivre une méthodologie définie précisément par le ministère ordonnant l'examen de l'ensemble des procédés de production. Toutes les défaillances potentielles sont identifiées puis évaluées.

Ces études s'achèvent en 2010. Elles montrent qu'effectivement, au regard des exigences de cette nouvelle loi de 2003, le niveau de risque induit par la plateforme est dépassé, principalement en raison de ses installations les plus anciennes. Le projet prévoit alors deux phases de travail pour réduire le risque.

Il est d'abord nécessaire d'effectuer des travaux de « réduction de risque à la source », modifications effectuées sur les installations industrielles ayant pour objectif de diminuer à la fois la probabilité et la gravité des accidents potentiels. Pour les installations récentes (les bulles par exemple), seules des modifications restreintes étaient nécessaires : amélioration et renfort des dispositifs de sécurité. Au sein des installations les

plus anciennes (électrolyse, soude et hydrogène), le niveau de risque a été évalué comme trop élevé pour espérer remettre ces installations à niveau. Un investissement de remplacement a alors été décidé aboutissant à construction d'un atelier neuf dont le procédé de pointe permet de répondre aux exigences du PPRT. Globalement moins couteux qu'une expropriation des populations cet investissement extrêmement lourd d'une centaine de millions d'euros garantit la pérennité du site industriel. Anticipant le fait que de tels investissements ne pourraient être engagés par l'industriel seul, l'état prend en charge 40% des travaux et exprime une volonté de soutenir ce site stratégique dont la fermeture déséquilibrerait profondément l'industrie chimique française.

En 2017, le démarrage du nouvel atelier d'électrolyse marque la fin des travaux de réduction des risques à la source. L'élaboration du PPRT peut alors commencer. Une concertation publique est organisée, au sein de laquelle collaborent l'industriel, les élus et les services de l'état (Direction Régionale de l'environnement et du Logement, Direction Départementale du Territoire). L'objectif est d'établir des mesures de prévention du risque dans les zones habitées. A partir des études préalable, l'exploitant définit un plan de zonage autour de l'installation à risque :

Zone 1 : zone de dangers très graves pour la vie humaine

Zone 2 : zone de dangers graves pour la vie humaine

Zone 3 : zone de dangers significatifs pour la vie humaine

Zone 4 : zone de dangers indirects pour la vie humaine

Le document est approuvé par le préfet en juin 2018. La deuxième phase de travaux est alors amorcée. Après avoir réduit les risques à la source, le PPRT impose la réalisation de

pièces de confinement dans les habitations dont le rôle est de protéger les populations en cas de fuite toxique. Une campagne de sensibilisation est lancée pour encourager les propriétaires Pontois à entreprendre les travaux, dont les frais sont pris en charge par l'État et par l'industriel.

Une collaboration retrouvée ?

La fin de ce vaste projet est prévue pour 2026, 25 années après l'accident d'AZF, 23 après la publication de la loi risque. Après des acteurs du territoire pontois, le Plan de Prévention des Risques Technologiques semble avoir reçu un accueil favorable. Imposé par une loi complète et exigeante, il a permis une progression certaine de la gestion de ce territoire à risque.

D'une part, les travaux effectués sur les installations industrielles, en partie financés par l'État, ont conduit à la forte réduction des risques à la source, ainsi qu'à la modernisation de certains procédés industriels préservant un avenir pérenne à l'activité de la plateforme. D'autre part, l'élaboration consciencieuse d'un plan réglementaire de zonage adapté au territoire et aux risques auxquels il est exposé, a permis de nouvelles perspectives de développement urbain. Alors qu'à une époque, l'entière surface de la commune appartenait aux zones réglementaires Z1 et Z2, caractérisées par une urbanisation extrêmement limitée voire impossible, certaines aires urbaines ont depuis été libérées de ces contraintes liées au risque. On peut citer la ZAC des Minotiers et son parc Simone Lagrange livré en 2019. Enfin, à travers ce vaste projet collectif, les tensions entre l'usine et la municipalité semblent s'être apaisées. Plus qu'une progression législative et technique, l'intervention des organismes de l'état a permis de retrouver un dialogue pérenne, essentiel à une gestion raisonnée de ce territoire.

Pont de
Claix

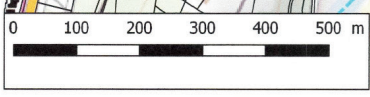


b3
ALL DE LA FONT-ROUGE
r1
b1

B6
B1
r3
DEL2
DEL1
B4
B5
B3
B6
r3
B1

B2

Claix

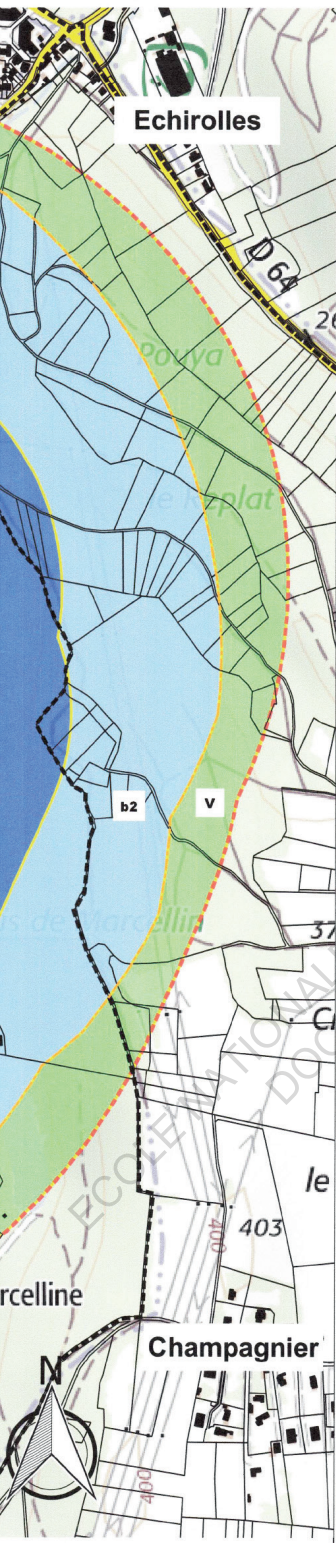


st.épur.

249

N 85

R01



Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour.
Grenoble, le 27 JUIN 2018

[Signature]
Lionel BEFFRE

Plan de prévention des risques technologiques des établissements : ISOCHEM ET VENCOREX implantés sur la plate-forme chimique de LE PONT DE CLAIX

Communes dans le périmètre d'exposition aux risques
Le Pont-de-Claix, Claix, Champagnier

**Dossier d'approbation
- Juin 2018 -**

A - PLAN DE ZONAGE REGLEMENTAIRE

Légende

- | | |
|---|--|
| G : zone grisée | DEL : bâtiments en secteur de délaissement |
| r : zone d'interdiction | Périmètre d'exposition aux risques |
| B : zone d'autorisation limitée | Limite communes |
| b : zone d'autorisation sous conditions | Parcelles cadastre |
| v : zone de recommandation | Bâti cadastre |

Périmètre de zones dites de prescriptions relatives à l'urbanisation existante
et périmètre de zones dites de maîtrise de l'urbanisation future
Les deux périmètres sont confondus dans le cas du présent PPRT.

Impression préconfigurée: A2
1:6 000

Date : juin 2018

Source des données :
DREAL/UD38 et DDT38/SSR-CAR2

Direction Départementale des Territoires/SAET/SIGCD
©IGN-BdTopo - SCAN25_EXP - Cadastre DGI



SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
LUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Troisième Partie

Vivre et travailler au Pont de Claix :
Une cohabitation sociale ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Vivre avec le risque

La posture du riverain

Le risque, un objet social et psychologique

Le risque est une notion complexe, qui anime le paysage politique et économique du Pont de Claix. C'est d'abord un terme technique, qui par une approche mathématique, associe une probabilité à un accident, ici la fuite de gaz toxique, pouvant entraîner des conséquences nocives sur l'environnement, qu'il soit humain, écologique ou matériel. A travers les évolutions législatives et techniques opérées sur le territoire au cours des 20 années de péripéties du Plan de Préventions de Risques Technologique, un niveau de sécurité considéré comme « acceptable » a été atteint au Pont de Claix.

Par définition, « Le risque zéro » n'existe pas. On ne peut affirmer de manière certaine que l'éventualité d'une fuite de phosgène s'échappant des bulles pontoises est impossible. Se pose alors la question de l'acceptabilité du risque qu'il faut interroger, aussi, à travers le regard des principaux concernés: les individus exposés aux dangers de la plateforme, qu'ils soient employés ou riverains de l'usine. Françoise Zonabend, anthropologue, soutient que « selon les cultures, les groupes sociaux, l'époque, le risque n'a ni le même sens, ni le même poids »¹. Le risque est aussi un objet social et psychologique, dans la mesure où son acceptation dépend de la personne qui le perçoit. On s'éloigne alors d'une lecture scientifique du territoire, où la probabilité d'un accident, par définition non nulle, découlerait d'un modèle mathématique d'analyse de risque, que probablement personne, parmi les intéressés ne semblerai pouvoir apprécier.

1 Zonabend F, *La presqu'île au nucléaire*, Paris, Odile Jacobs, 1989.

Plus généralement, la cohabitation de l'usine avec la ville, qu'elle soit liée au risque chimique ou aux gênes engendrés par la plateforme du Pont de Claix, doit aussi être appréhendée à travers le point de vue des personnes qui habitent et travaillent sur le territoire. Mon travail, sans prétendre établir une étude sociologique du terrain, tente d'exposer les ressorts de cette coexistence entre deux univers discordants, qui est aussi humaine et qui se lit à travers l'histoire singulière du Pont de Claix.

L'inquiétude post-AZF

Au Pont de Claix, les rapports entre la plateforme et ses riverains vis-à-vis du risque industriel tendent à confirmer l'importance du contexte dans l'acceptation du risque. Au début des années 2000, consécutivement à l'accident d'AZF, un climat d'incertitude se dessine auprès des populations riveraines, qu'elles soient proches comme à Pont de Claix ou dans des communes plus éloignées de la plateforme. A travers l'accident de Toulouse, de nombreuses interrogations affectent la population, et l'usine devient de plus en plus un objet perçu comme hostile. Prise de conscience d'une réalité industrielle ou hystérie collective, il est difficile d'identifier le juste milieu entre ces représentations qui s'installent toutes les deux dans l'imaginaire des habitants riverains. Dans ce contexte sensible d'incertitude profonde, où chacun se dessine une vérité propre, la médiation de l'usine auprès de la population devient essentielle.

Parmi les oppositions riveraines qui ont marqué cette époque, un organisme s'est monté dans la commune de Claix : l'Association des Riverains de la Plateforme Chimique du Pont de Claix (AR2PC). Ce groupe d'habitants remet en cause la gestion du risque de la plateforme et prend le rôle de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui lanceur d'alertes². Il questionne les procédés chimiques employés par l'usine ainsi que les méthodes de simulation

2 CHATEAUREYNAUD Francis & TORNÉY Didier, *Les sombres précurseurs*, EHESS, 1999

des risques, remettant alors en cause les compétences à la fois des employés de la plateforme mais aussi des organismes de l'état (la DREAL par exemple). Des échanges extrêmement difficiles entre l'usine et l'association se mettent en place, ce qui conduit à l'intervention de la préfecture à travers la création d'une instance publique de dialogue, le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC), regroupant les services de l'état, l'industriel, les associations riveraines, les représentants de salariés et les collectivités. Cette nouvelle instance de concertation a permis d'apaiser les discussions, notamment grâce à l'intervention de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS), organisme public expert en risques industriels, qui a conduit une expertise validant les méthodes de calcul et les procédés mis en place sur la plateforme.

En parallèle de l'élaboration du PPRT, une instance participative dédiée aux habitants a donc été mise en place, instaurant un outil de médiation efficace au sein duquel interviennent les différents acteurs de la gestion du risque industriel.

Exposition industrielle et précarité ?

L'apparition d'une opposition riveraine particulièrement vigoureuse auprès des habitants de Claix semble révéler certains caractères singuliers de l'organisation socio-spatiale du territoire sud métropolitain. Voisine du Pont de Claix, la commune de Claix s'étend sur les flancs du massif du Vercors entre 226 et 1966 mètres d'altitude. Séparée du Pont de Claix par le Drac, que l'on traverse par le pont Lesdiguières, elle n'est pas riveraine directe de la plateforme. Pourtant, c'est ici que s'est monté ce groupe d'opposants, porteurs de revendications et dont une grande partie est issue d'un milieu scientifique témoignant d'un niveau social aisé des habitants de la commune de Claix, en opposition à une population Pontoise davantage exposée à une précarité socioéconomique. A titre d'exemple, la médiane du

revenu annuel par habitant, est de 19 370 euros à Pont de Claix contre 28 600 à Claix³.

Éric Chauvier, anthropologue, publie en 2012 l'ouvrage *Somaland*. A travers ce récit fictionnel inspiré « d'une histoire vraie » - étude sociale d'un environnement à risque industriel qu'il réalise quelques années plus tôt, il explore les enjeux sociaux qui marquent la cohabitation entre une usine chimique et ses riverains. Il décrit un mécanisme de paupérisation des populations riveraines, à travers un processus d'attraction du site industriel sur les populations les plus exposées à une précarité socio-économique, alors déconnectées de la gestion et de la prévention des risques.

Le sociologue Ulrich Beck a montré qu'il pouvait exister une corrélation entre la précarité d'une population et son exposition aux risques, qu'ils soient naturels, industriel ou sanitaires⁴. Même s'il semble difficile d'énoncer précisément les mécanismes démographiques qui ont conduit à un tel constat, cette hypothèse semble se vérifier au Pont de Claix. Peut-on alors supposer qu'il existe un lien entre le niveau d'acceptabilité du risque et le milieu social de la population, qui, aux abords de la plateforme chimique du Pont de Claix, se manifesterait par une opposition plus animée au sein de la commune de Claix pourtant plus éloignée de l'usine que la commune pontoise ?

D'une part, ce ne sont peut-être pas des distinctions dans l'acceptation du risque qui expliqueraient un tel constat socio spatial, mais plutôt une facilité dont bénéficierait une population aisée pour s'intégrer dans une structure de concertation publique vis-à-vis de la gestion du risque. D'autre part, les deux communes n'entretiennent pas les mêmes relations spatiales avec l'usine, et il est de ce fait délicat d'en déduire une comparaison exhaustive. Au Pont de Claix, les points de vue sur la plateforme,

3 Selon l'INSEE, en 2018

4 Beck, Ulrich : *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champ Flammarion, 2001.

certes violents, restent momentanés et discontinus : à l'angle d'une dent creuse, dans le prolongement lointain d'une rue, ou à l'entrée d'un cimetière. Le tissu urbain semble se refermer sur lui-même et il devient possible d'oublier l'usine. A Claix, l'aire urbaine s'élève sur les versants du pic Saint Michel. Il en résulte d'abord une perception différente de l'usine qui reste lointaine mais qui ne s'échappe jamais du paysage, mais aussi une exposition au bruit bien plus marquée. Il semble alors plus difficile de faire abstraction de ces cheminées, ou autres joyeuses « bulles » industrielles, qui rappellent en permanence les risques qu'elles impliquent.

Protester ou accepter

Vivre aux abords de la plateforme chimique, c'est aussi cohabiter avec les nuisances sonores, visuelles ou olfactives qu'elle peut induire. Vis-à-vis de ces problématiques, il est important de souligner les progrès opérés par l'usine du Pont de Claix, qui au cours des 30 dernières années, contrainte de répondre à des normes environnementales de plus en plus exigeantes, a profondément réduit les émissions nocives de ses ateliers. Cette évolution, que l'on mesure amplement à la lecture du mémoire de Regis Piscat⁵, s'explique par la fermeture des ateliers les plus polluants de l'usine, mais aussi par une amélioration progressive de la gestion de ces émanations (émissions d'odeurs, rejets dans le Drac...)

Aujourd'hui, les principales nuisances induites sur les riverains se restreignent à des gênes sonores, localisées et épisodiques, obéissant souvent aux aléas du vent. Toutefois, l'exposition de certains riverains à ces nuisances a conduit

5 PISCAT Regis THIBAUD J.-P. (dir), *Multi-exposition en environnement industriel chimique*, Nantes, Ecole d'architecture de Nantes, 1995.

Dans ce mémoire, l'auteur propose une étude du quartier Grand Galet qui, bordant l'extrémité nord du site chimique, est alors exposé à de fortes nuisances olfactives et sonores.

à l'organisation récente d'un groupe Facebook d'habitants mécontents ayant pour objectif de faire entendre leurs revendications auprès de l'usine et de la municipalité. A l'inverse, d'autres semblent accepter plus aisément les troubles sonores de la plateforme. Julien, employé de l'usine et ancien riverain explique : « En tant qu'employé, j'étais assez rassuré de ce qu'il s'y passait, je n'étais pas forcément gêné, et puis on oublie en fait, au bout d'un moment. On vit à coté et on l'oublie, on fait avec. Je pense qu'on peut retrouver ça chez certaines personnes qui vivent à coté d'un axe routier bruyant, le cerveau arrive à faire abstraction de ça, l'usine c'est un peu pareil. »

Entre l'opposition organisée, l'acceptation résignée, ou le déni, les postures du riverain sont multiples face à cet univers de l'usine, perçu souvent comme hostile, dangereux et mystérieux, qui s'immisce parfois brutalement dans les scènes de vie Pontoises. Comme le montre Julien, il semble alors plus simple d'accepter cette cohabitation lorsque l'on comprend ce qu'il se passe à l'intérieur de l'usine, dans cette ville dans la ville où oeuvrent quotidiennement des hommes et des femmes, qui eux aussi, marquent le caractère de la commune du Pont de Claix.

Traverser la frontière de l'usine

La découverte d'un monde inconnu

Le mardi 5 juillet 2016 à 9 heures, je me retrouve devant la maison des associations du Pont de Claix. Je suis ici pour obtenir mon habilitation aux risques chimiques et pouvoir entrer sur la plateforme le lundi suivant, et ainsi commencer mon premier job d'été en tant qu'ouvrier intérimaire dans une société d'échafaudage implantée sur le site. Le site justement, je l'aperçois, planté devant la cour du bâtiment municipal. Une simple voie ferrée puis un long grillage équipé de barbelés me sépare de son enceinte. Plus loin, derrière cette frontière imperméable, les hautes cheminées de l'usine, soutenues par de larges structures métalliques s'élèvent dans un paysage montagneux où le soleil peine à se lever.

Cette usine je la connais. Cela fait maintenant dix ans que je vis près d'elle, au 6ème étage d'un modeste immeuble qui borde son enceinte. Je la vois quotidiennement, de jour comme de nuit depuis la fenêtre de ma chambre qui offre un joyeux panorama sur les deux kilomètres de long sur lesquels le site s'étend. Cet horizon particulier m'est familier. Je l'associe au réconfort d'être chez soi. Pourtant, il n'en reste pas moins mystérieux. Les gigantesques ateliers de cette machine infernale fonctionnent en continu, produisant je ne sais quelles réactions chimiques probablement indispensables à un système de production bien plus large. Pour nous les riverains, qui vivons à quelques dizaines de mètres des ateliers en question, le risque est là. Je ne sais pas dans quelle mesure, ni exactement sous quelle forme mais je sais qu'il est là. Pourtant, je ne m'en préoccupe pas tellement. L'usine elle est là, et c'est tout. Je la connais, je la contemple depuis la fenêtre de ma chambre, mais je ne la comprends pas.

Pourtant aujourd'hui, je vais bien devoir m'en préoccuper. Nous nous retrouvons dans la salle réservée ce jour pour la formation. Parmi les « étudiants », qui comme moi sont ici pour obtenir l'habilitation, je suis le plus jeune et vraisemblablement le seul qui se questionne sur ce que je vais apprendre aujourd'hui. Evaluant la moyenne d'âge des participants, je me rends compte que ce n'est pas la première fois qu'ils assistent à une telle formation, qui doit être renouvelée tous les trois ans. Davantage préoccupé par mes résultats du Bac qui tombent ce midi, je me demande un peu ce que je fais là.

La présentation commence. L'intervenant amorce une longue description de tous les risques encourus sur la plateforme et les comportements à adopter selon les situations. Il s'appuie sur un joyeux PowerPoint barolé de couleurs vives et de polices de textes variées – police **impact rouge** pour marquer le coup, police **Batang**, plus discrète pour des infos plus factuelles¹. Je suis transporté dans un univers qui m'est inconnu, un cadre extrêmement contrôlé, dans lequel chaque activité sur la plateforme nécessite une autorisation de travailler, des Equipements de Protection Individuelle - EPI adaptés, et une connaissance précise de la localisation des points de rassemblement, d'achues de sécurité et issues de secours. Plus que les risques auxquels je vais être confronté, j'appréhende ma capacité à m'adapter à un tel contexte de travail. La journée s'achève par un QCM dont la facilité déconcertante m'inquiète un peu. Je ne suis pas sûr d'être prêt pour rentrer dans l'usine, en tout cas j'en ai maintenant l'autorisation.

Le lundi suivant, je me retrouve devant le poste de garde à l'entrée nord de l'usine. Equipé d'un bleu de travail et d'une paire de chaussures de sécurité de 5 kilos chacune, je suis tétanisé à l'idée d'entrer dans ce monde inconnu. Après avoir récupéré mon badge - indispensable pour pénétrer dans le site, on vient me chercher en camion pour m'emmener dans les locaux de SAIT, «

1
CHAUVIER Éric, *Somaland*, Paris, Allia, 2012

entreprise extérieure » située en périphérie de l'usine. Le site est immense, il semble pourtant si petit dès que l'on s'élève dans les montagnes environnantes. Mon chef me confie des EPI et m'emmène directement sur le chantier. Il profite du trajet pour me communiquer de vagues informations sur mon travail que je pourrais résumer à suivre les consignes de mes co-équipiers sans faire de bêtises.

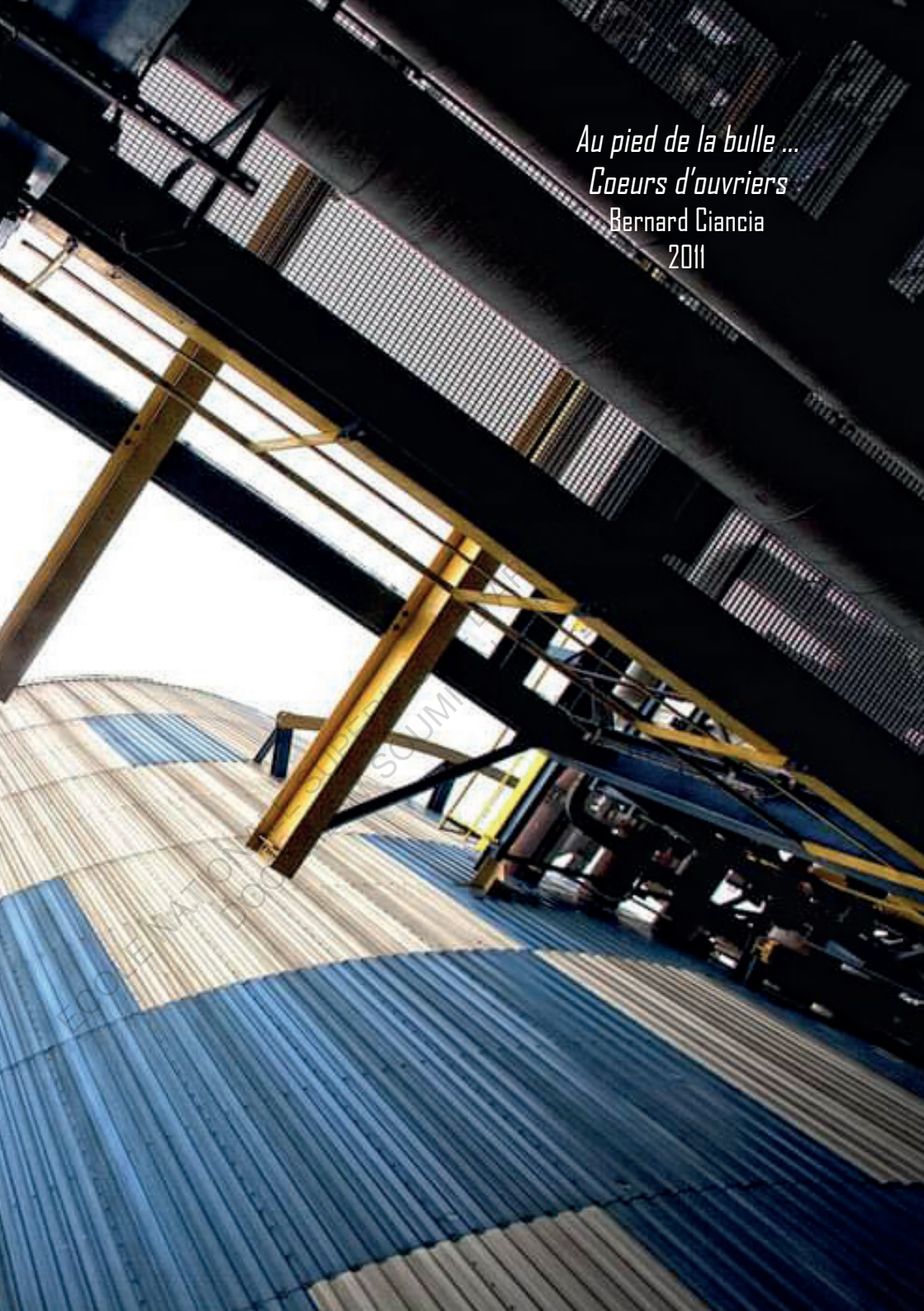
Nous arrivons devant l'atelier TDI. Je rejoins une équipe d'intérimaires Portugais embauchés comme moi pour une mission temporaire. L'atelier est abandonné, il a fermé il y a quelques années. Nous sommes chargés de démanteler l'isolation des réseaux hydrauliques. Chaque raccord, vanne, bride, coude, a eu un jour une utilité dans ce vaste labyrinthe 3D dont tous les éléments sont reliés. Pendant trois semaines, nous nous attelons cette tâche fastidieuse : détacher les pôles de protection, dénuder les tuyaux en enlevant la laine isolante, jeter les déchets dans les bennes dédiées, et cela pour l'ensemble des sept étages de l'atelier.

Il fait chaud, et les journées sont longues. Aucun de mes collègues ne parle vraiment français. Nous échangeons avec des signes, rarement. Je me sens proche d'eux. Nous partageons les mêmes souffrances : la chaleur, qui dès 10 heures du matin nous fait transpirer sous nos bleus et recouvre nos masques de buée, la poussière ambiante qui noircit nos masques au bout de quelques minutes, l'odeur désagréable de la laine usée, et surtout l'attente de la pause. Pourtant, noyé dans les étages de cette structure aux dimensions inhumaines, je me sens bien. Inhibé peut être par le goût du risque et par la sensation de s'oublier dans cette immense machine, je m'engage pleinement dans cet effort intense et long. Le soir, je me reconnecte avec la réalité du monde. Je suis exténué mais terriblement satisfait d'être passé de l'autre côté du mur, dans cet atelier que j'aperçois au loin depuis la fenêtre de ma chambre.

Depuis 2016, j retourne tous les étés à l'usine, toujours en intérim, en tant qu'aide à la manutention. J'ai donc eu le temps d'appréhender le site. Je ne le trouve plus si grand d'ailleurs. Chargé de monter des échafaudages un peu partout dans l'usine, j'ai pu observer une grande partie de ses ateliers, comprendre leurs fonctionnements et leurs liens mutuels, leurs risques propres, leurs architectures. Certains sont vieux, abimés par le temps comme l'atelier soude dont la charpente métallique recouverte de rouille subit les ruissèlements perpétuels de l'eau salée. D'autres sont si bruyants qu'il devient impossible de communiquer à l'intérieur et qu'il est indispensable de porter un casque anti-bruit dès que l'on en approche. D'autres encore se reconnaissent par leurs odeurs particulières, comme l'atelier chlore qui procure l'impression d'entrer dans une piscine dès que l'on y pénètre. Certains sont confinés et couverts. Il y fait souvent très chaud. D'autres, plus aérés s'élèvent et proposent des cadrages très particuliers sur les Alpes grenobloises. Certains sont dangereux et demandent une concentration acharnée lorsque l'on y travaille. D'autres sont abandonnés depuis longtemps, et la nature reprend alors ses droits, s'appuyant sur de vastes structures métalliques abimées par le temps.

Dans cette joyeuse multiplicité d'ambiances, j'ai découvert un univers. Il était là depuis toujours, à travers la fenêtre de ma chambre, sans que je m'en préoccupe vraiment. Mais maintenant, je le connais. Mon regard sur l'usine n'est plus celui d'un riverain.





*Au pied de la bulle ...
Coeurs d'ouvriers
Bernard Ciancia
2011*

ECO INNOVATION
DOCUMENTAIRE

L'usine et la ville : lieux de vie des Pontois

Une coexistence d'abord humaine

L'univers profondément humain de l'usine

A travers cette expérience ouvrière au cœur de la plateforme, ma perception de l'usine du Pont de Claix s'est transformée. Face à l'hostilité de cet univers, aux dimensions inhumaines et exposé à de multiples risques, les barrières sociales du langage s'oublent, laissant place à une solidarité ouvrière profonde, où le collègue devient soudainement compagnon d'infortune. Ces images fortes, de l'individu qui avance et évolue dans l'altérité dangereuse d'une installation industrielle, se reconnaissent dans les récits de Jean Pierre Levaray¹ et de Joseph Ponthus², mais aussi dans les paroles de Julien :

« C'est vrai qu'elle n'est pas très jolie notre usine, c'est vrai qu'elle ne sent pas très bon parfois, mais c'est quand même un très bel outil industriel comme il y en a très peu dans le monde. »

Elles traduisent l'ambiguïté des rapports entre l'ouvrier et son lieu de travail, que l'on associe à un imaginaire désagréable, parfois détestable, qu'il est souvent difficile de retrouver à nouveau le lundi matin, mais qui pourtant témoigne d'un savoir-faire et d'une maîtrise de cet objet complexe qu'est l'usine. Il en résulte alors une certaine fierté, que j'ai d'abord pu observer auprès de mes collègues, puis que moi-même j'ai pu ressentir après quelques semaines passées à l'usine.

1 LEVARAY Jean Pierre, *Putain d'usine*, Paris, L'insomniaque, 2002

2 PONTIUS Joseph, *A la ligne*, Paris, La table ronde, 2019

Confronté directement aux dangers impliqués par l'activité industrielle, c'est aussi au cours de ces journées passées à l'usine que j'ai pu appréhender pleinement la gestion des risques, qu'ils soient induits sur le site ou sur les populations riveraines. J'ai alors pris conscience de l'extrême exigence qui est instaurée dans ce monde de l'usine vis-à-vis de ces problématiques. Comme l'explique Julien, « Les sécurités mises en place par l'entreprises sont énormes, et on se rend compte que oui, il y a des risques, on ne peut pas faire n'importe quoi, mais en suivant les règles qui nous sont imposées, et je pense que chaque employé a conscience de ça, les risques sont très limités. » Comprendre l'usine et son fonctionnement, dans la mesure où cela conduit à une appréhension plus concrète de ce que sont les risques et de comment ils sont gérés par les hommes et les femmes qui travaillent sur la plateforme, permettrait en un sens de se rassurer et de renverser « l'incertitude inavouable qui émane des environnements à risques » évoquée par Eric Chauvier³.

Une connexion perdue ?

Pendant longtemps, un lien social étroit a existé entre la ville et l'usine. Le salarié de la plateforme, qu'il soit ouvrier ou ingénieur, habitait au Pont de Claix, et l'habitant Pontois, par sa famille, avait de fortes chances d'être lié à l'activité chimique de la commune. À partir des années 50, marquées par une forte croissance de l'usine dont l'effectif passe rapidement de 500 à 2500 personnes, l'entreprise de la plateforme participait au développement urbain de la commune en investissant dans la construction d'habitations pour loger ses employés. Ces derniers, riverains proches de l'usine avaient l'habitude de se rendre au travail à pied ou à vélo, participant alors à l'effervescence sociale qui a longtemps animé les abords du site industriel. S'il on voulait s'alimenter des dernières nouvelles de l'usine, il suffisait de participer aux conversations du marché le dimanche. De fait, une cohabitation naturelle s'opérait entre ces deux univers connectés par des enjeux politiques, économiques et sociaux communs.



Les abords de l'usine - Juin 1989
Bibliothèque municipale de Lyon



Aujourd'hui, il est certain que cette proximité sociale entre l'usine et la ville n'est plus. Peu à peu, comme l'expliquent ces anciens salariés anonymes de la plateforme, le site industriel s'est ouvert à des investissements étrangers pour maintenir une production compétitive essentielle à sa pérennité. L'employé s'est éloigné de l'usine, troquant alors son vélo contre la voiture. En parallèle, dans une dynamique d'expansion métropolitaine, de nouvelles populations s'installent à Pont de Claix, et l'usine devient peu à peu un objet hermétique et mystérieux dans l'imaginaire de l'habitant du Pont de Claix qui n'est plus nécessairement lié au site. Qu'en est-il alors aujourd'hui de la cohabitation entre ces deux mondes, qui ont longtemps fonctionné ensemble, mais qui aujourd'hui semblent ne plus se comprendre, se faisant face inéluctablement ?

Comment retrouver une cohésion sociale sur ce territoire qui aujourd'hui souffre d'un manque de connexions entre l'usine et la ville ? Il est naturel de penser que cette époque révolue où l'employé était aussi riverain de l'usine ne risque pas de revenir et il faudra faire avec. La place de la médiation de l'usine auprès de la population devient alors un levier judicieux d'une coexistence pérenne. On peut citer les journées portes ouvertes de l'usine. A travers cet évènement annuel, les employés de la plateforme ont l'occasion de raconter la complexité et la richesse de leur métier aux habitants qui peuvent alors découvrir ce monde profondément humain de l'usine, qui a aussi participé à l'histoire du Pont de Claix.

Enfin, la joyeuse fresque « Toxic Wedding » qui marque aujourd'hui le caractère du centre bourg du Pont de Claix, semble participer alors aussi à une certaine acceptation de l'usine, dans la mesure où, à travers un message engagé, elle suscite une discussion qui, à travers le débat, reconnecte peut-être l'habitant riverain à l'histoire humaine de cette cohabitation singulière.





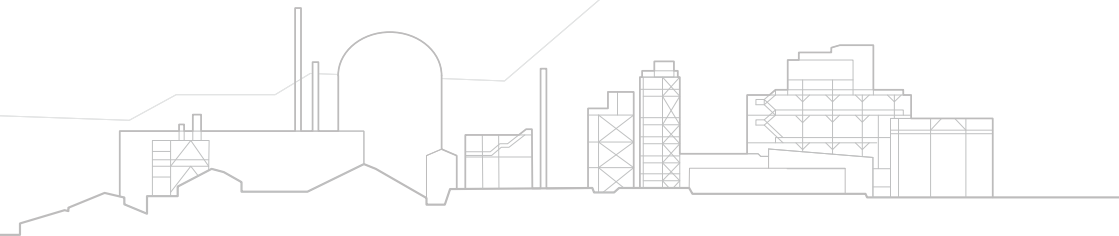
Conclusion

Dans le paysage alpestre de la métropole grenobloise, la commune du Pont de Claix tire ses singularités d'une présence hostile, celle de l'usine. Hideuse, majestueuse, violente, mystérieuse, tant d'adjectifs pourraient décrire cette ville dans la ville, profondément enracinée dans le tissu urbain et dont la proximité extrême affecte inéluctablement les scènes de vie pontoises.

Ce site chimique, classé Seveso « seuil haut » expose le territoire au risque, et constitue de ce fait un véritable frein au développement urbain du Pont de Claix. Il en résulte une gestion des risques conflictuelle, qu'il faut comprendre à travers des évolutions législatives, qui tristement, semblent toujours avoir un temps de retard sur les catastrophes industrielles majeures qui ont marqué ce dernier siècle.

Entre nier, accepter ou protester, les postures du riverain sont multiples face aux risques et aux nuisances induites par l'usine. L'acceptation de cette cohabitation repose alors sur les rapports que chacun entretient avec le site. Autrefois, l'employé était aussi riverain de l'usine et de ce fait, une coexistence sociale naturelle s'opérait entre ces deux univers discordants. Aujourd'hui les liens qui connectent l'habitant à l'usine se sont fragilisés, et ces deux mondes, qui cohabitent sur un territoire si exigu, tendent à ne plus se comprendre...

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Bibliographie

Ouvrages

LEVARAY Jean Pierre, *Putain d'usine*, Paris, L'insomniaque, 2002

CHAUVIER Éric, *Somaland*, Paris, Allia, 2012

PONTHUS Joseph, *A la ligne*, Paris, La table ronde, 2019

BECK Ulrich : *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champ Flammarion, 2001.

ZONABEND Françoise, *La presqu'île au nucléaire*, Paris, Odile Jacobs, 1989.

Articles

LATOIR Bruno, *Prenons garde au principe de précaution*, Le Monde, 2000.

BRUN-Madeleine, *Pont-de-Claix, étude d'une bourgade industrielle récente*, Revue de Géographie Alpine, Persée, 1940

POUCHOT Patrick, *Voyage dans le temps au coeur de la plateforme de Pont-de-Claix*, Revue de l'Association Patrimoine et Histoire Industrielle en Dauphiné, 2016

CHAUVIER Éric, *Populations précaires et environnement à risques industriels : préjugés, non-dits et enjeux implicites de l'action publique*, Socio-logos, 2 | 2007, <https://doi.org/10.4000/socio-logos.387>

COUVEINHES Pierre, *L'industrie chimique : quel avenir en France ?*, Réalités Industrielles, 2015

CENTEMERI Laura, *Retour à Seveso, la complexité morale et politique du dommage à l'environnement*, EHESS, 2011, <https://www.cairn.info/revue-annaes-2011-1-page-213.htm>

Documents communaux

Dossier d'approbation du Plan de Prévention des risques Technologiques (PPRT) des établissements VENCOREX et ISOCHEM implantés sur la plate-forme chimique de Le Pont de Claix, Juin 2018, Le Pont de Claix

Commune du Pont de Claix, *Document d'information communal sur les risques majeurs*, 2017

Mémoires

PISCAT Regis THIBAUD M.P. (dir), *Multi-exposition en environnement industriel chimique*, Nantes, Ecole d'architecture de Nantes, 1996

COLLAS Elodie, *Jusqu'ici tout va bien, La Hague, un territoire à risque*, Nantes, Ecole d'architecture de Nantes, 2015

Expositions

CIANCIA Bernard, *Coeurs d'ouvriers*, Musée Dauphinois, Grenoble, 2015

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR